



# Assemblée générale

Dixième session extraordinaire d'urgence

**39<sup>e</sup>** séance plénière

Jeudi 26 octobre 2023, à 10 heures  
New York

Documents officiels

*Président :* M. Francis. .... (Trinité-et-Tobago)

*La séance est ouverte à 10 h 10.*

## Reprise de la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je déclare ouverte la reprise de la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale consacrée aux mesures illégales prises par les autorités israéliennes à Jérusalem-Est occupée ainsi que dans le reste du Territoire palestinien occupé.

Les membres se souviendront qu'au paragraphe 17 de sa résolution ES-10/20 du 13 juin 2018, l'Assemblée générale a décidé

« d'ajourner à titre provisoire la dixième session extraordinaire d'urgence et d'autoriser le Président de l'Assemblée générale à sa session la plus récente à la rouvrir à la demande des États Membres ».

À cet égard, j'appelle l'attention des délégations sur le document A/ES-10/958, qui contient une lettre datée du 19 octobre 2023 des Représentants permanents de la Jordanie et de la Mauritanie auprès de l'Organisation des Nations Unies, en leurs qualités respectives de Président du Groupe des États arabes et Président du Groupe de l'Organisation de la coopération islamique, et sur le document A/ES-10/961, qui contient une lettre datée du 18 octobre 2023 des Représentants permanents du Nicaragua et de la Fédération de Russie et du Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la République arabe syrienne, demandant la reprise

de la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale.

J'ai l'intention de conduire les débats de la présente session conformément au Règlement intérieur de l'Assemblée générale et à la pratique établie de ses sessions extraordinaires d'urgence.

Conformément à l'article 63 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Président et les Vice-Présidents de la soixante-dix-huitième session exercent les mêmes fonctions à la reprise de la dixième session extraordinaire d'urgence.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale décide que la Commission de vérification des pouvoirs de la soixante-dix-huitième session exerce ses fonctions à la reprise de la dixième session extraordinaire d'urgence ?

*Il en est ainsi décidé* (décision ES-10/101 J).

## Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (Article 19 de la Charte) (A/ES-10/787)

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à la pratique établie, j'appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le document A/ES-10/959, concernant les États Membres qui sont en retard dans le paiement de leurs contributions financières à l'Organisation des Nations Unies au sens de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 ([verbatimrecords@un.org](mailto:verbatimrecords@un.org)). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend dûment note des informations contenues dans ce document ?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : À cet égard, puis-je également considérer que l'Assemblée générale décide d'appliquer les dispositions de la résolution 78/2, du 5 octobre 2023, en vertu desquelles les Comores, Sao Tomé-et-Principe et la Somalie sont autorisées à participer aux votes à l'Assemblée générale jusqu'à la fin de sa soixante-dix-huitième session, et d'autoriser également ces États Membres à participer aux votes à la dixième session extraordinaire d'urgence ?

*Il en est ainsi décidé.*

#### **Point 5 de l'ordre du jour (suite)**

#### **Mesures illégales prises par les autorités israéliennes à Jérusalem-Est occupée ainsi que dans le reste du Territoire palestinien occupé**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je me présente devant l'Assemblée ce matin, profondément troublé et désemparé.

Pas plus tard que mardi, nous avons célébré l'anniversaire de la Charte des Nations Unies, le jour où l'Organisation a été fondée sur les cendres des plus odieux crimes contre l'humanité de l'histoire. S'il n'y avait guère de raisons de se réjouir, nous avons néanmoins honoré les valeurs et principes qui ont ancré l'Organisation au cours des 75 dernières années.

Une fois de plus, nous nous réunissons à la suite de la plus grave escalade de violence et d'hostilité jamais connue au Moyen-Orient depuis des décennies. L'attaque la plus dramatique et la plus intolérable est sans doute celle contre l'hôpital baptiste Ahli, qui a tué d'un seul coup plusieurs centaines de personnes. C'est un crime impensable qui ne peut que heurter notre sensibilité humaine. L'aggravation des tensions, la violence indicible et les souffrances atroces doivent cesser maintenant.

Je condamne une fois de plus l'attaque menée par le Hamas contre Israël le 7 octobre, et je dénonce les meurtres et la prise d'otages civils, y compris des femmes, des enfants et des personnes âgées. La brutalité des attaques du Hamas est choquante, inacceptable et n'a pas sa place – je répète, elle n'a pas sa place – dans notre monde.

De même, je condamne et dénonce les attaques aveugles dirigées contre des civils innocents dans la bande

de Gaza, ainsi que l'ampleur des destructions d'infrastructures critiques par Israël. Les bombardements incessants de la bande de Gaza par Israël et leurs conséquences sont extrêmement alarmants. Le droit de légitime défense ne donne pas et ne peut pas donner légalement la permission de commettre des actes de représailles aveugles et disproportionnés. Des milliers de personnes, en particulier des enfants, des femmes et des personnes âgées, sont tuées, blessées, mutilées et déplacées de force, et les hôpitaux manquent cruellement de fournitures médicales de base. Les règles de la guerre exigent que, sur le terrain, les civils et les installations civiles soient toujours protégés à tout prix. Et ici, dans cette salle, notre priorité absolue doit être de protéger et de sauver des vies civiles. Il est également regrettable que figurent, parmi le nombre effroyable de morts, des membres du personnel des Nations Unies, dont l'Organisation a besoin pour fournir une aide humanitaire et d'autres services indispensables à des millions de Palestiniens en détresse. J'exprime ma solidarité sincère avec tous ceux et toutes celles qui ont perdu leurs proches, leur foyer et leur sentiment de sécurité ou d'appartenance. Je me joins également au Secrétaire général pour adresser mes profondes condoléances aux familles des 35 fonctionnaires de l'ONU qui ont donné leur vie pour la noble cause de l'action humanitaire. J'en profite aussi pour rendre hommage à l'ensemble du personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et aux autres agents humanitaires qui poursuivent inlassablement leurs efforts héroïques dans des circonstances si difficiles.

Toutes les parties au conflit doivent se conformer au droit international humanitaire et créer immédiatement les conditions requises pour l'ouverture d'un couloir humanitaire vers la bande de Gaza. Nous devons veiller à ce que l'aide vitale qui s'impose d'urgence parvienne aux personnes dans le besoin, de l'acheminement de produits alimentaires de première nécessité au passage en toute sécurité du personnel humanitaire et médical. Toute action contraire qui priverait les Gazaouites d'un accès sans entrave aux secours constituerait une violation claire de leurs droits humains et un affront au droit international humanitaire. Nous, Nations Unies, ne pouvons pas tolérer que nos principes fondamentaux en matière de droits humains et de droit humanitaire soient enfreints. En tant que telles, nous sommes obligées de les défendre, sans condition ni réserve, et sans exception. Au fil des ans, l'ONU a mené à bien des opérations humanitaires qui ont donné des résultats notables. Je salue et trouve encourageante la coopération israélienne qui a permis l'entrée à

Gaza de quelques camions d'aide humanitaire en provenance d'Égypte. Mais à l'évidence, ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan pour les 2,5 millions d'habitants de Gaza, dont la moitié sont des enfants.

À ce stade, le plus urgent va sans dire. La violence doit s'arrêter, et il faut empêcher de nouvelles effusions de sang. J'appelle à la libération rapide et sans condition de tous les otages, à un cessez-le-feu humanitaire immédiat et sans condition et à l'ouverture immédiate et sans condition de couloirs pour l'aide et les secours humanitaires. L'instauration d'une paix globale, juste et durable passe nécessairement par une solution des deux États négociée, conforme au droit international, à la Charte et aux résolutions de l'ONU, qui réponde au besoin de sécurité légitime d'Israël et à l'aspiration légitime de la Palestine à un État indépendant. J'exhorte toutes les parties étatiques et non étatiques à mettre de côté leur animosité et à s'employer plutôt à empêcher la guerre en donnant la priorité aux vies à sauver. Il s'agit de se concentrer sur l'objectif fondamental qui sous-tend la Charte. Il s'agit de dialoguer, et de mobiliser l'appui du Secrétaire général et du Coordonnateur spécial, Tor Wennesland. Je me félicite également des initiatives internationales qui visent à forger un consensus, à diffuser des informations précises et vérifiées et à mettre fin à la violence et au désespoir.

Face à la gravité de la situation sur le terrain, la présente session doit marquer un tournant. J'engage tous les États Membres à faire en sorte que la séance d'aujourd'hui n'allume pas une fois de plus le feu de la haine, de la division et de la vengeance. Saisissons plutôt l'occasion de faire converger nos intentions et nos actions pour sauver des vies et mettre un terme à la violence. J'assure chacun et chacune, à titre personnel, de ma profonde détermination à soutenir toutes les initiatives qui iront dans ce sens.

Je donne maintenant la parole à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine.

**M. Mansour** (État de Palestine) (*parle en anglais*) : Nous devons tous avoir à l'esprit qu'en ce moment même les Palestiniens de Gaza sont sous les bombes, qu'en ce moment même des familles sont tuées, des hôpitaux s'apprêtent à fermer leurs portes, des quartiers sont détruits et des gens fuient d'un endroit à l'autre sans trouver la sécurité. J'exhorte les orateurs et les oratrices à choisir leurs mots et à agir en conséquence. À tous ceux qui veulent empêcher une catastrophe humanitaire anthropique encore plus grande ou un débordement régional, objectifs méritoires l'un comme l'autre, nous disons : arrêtez les bombes, ou les deux se produiront. Comme le

Président de l'Assemblée l'a dit clairement, nous devons arrêter les bombes et sauver les vies, toutes les vies, la vie des enfants, des civils, la vie des 2,3 millions de civils de la bande de Gaza.

À Gaza, un père parle à sa fille de l'anniversaire qu'il prévoyait pour elle et l'implore de ne pas le manquer. Une mère se lamente : « Mes enfants sont morts avant même d'avoir pu manger ». Telles sont les pensées qui viennent à l'esprit d'une mère devant pareille douleur. Ces trois dernières semaines, Israël a tué 3 000 enfants à Gaza. Je répète : 3 000 enfants, des enfants innocents, des anges, ont été tués à Gaza au cours des trois dernières semaines. Un homme enlace sa mère et l'implore comme un enfant : « Reviens, je t'en supplie, et je t'emmènerai où tu voudras ». Il la serre dans ses bras et refuse de la lâcher. Mais il n'y a pas assez de temps pour pleurer les morts. Il y aura certainement d'autres morts, et 1 700 femmes ont été tuées par Israël au cours des deux dernières semaines. Un jeune homme a écrit : « Nous ne quitterons pas Gaza. Nous ne quitterons Gaza que pour entrer au paradis ». Quelques jours plus tard, c'est ce qu'il a fait. Au cours des trois dernières semaines, Israël a tué 7 000 Palestiniennes et Palestiniens, dont 70 % sont des femmes et des enfants. Presque tous ceux qui sont morts sont des civils. Est-ce là la guerre que défendent certains membres ? Je vais le répéter. Est-ce là la guerre que défendent certains membres ? Peut-elle être défendue ? Ce sont des crimes. C'est de la barbarie. Si les membres ne peuvent pas y mettre fin au nom de tous ceux et de toutes celles qui ont été tués, ils devraient y mettre fin au nom de tous ceux et de toutes celles dont nous pouvons encore sauver la vie.

Jenan, une petite fille ensevelie sous les décombres, lance aux personnes venues la secourir : « Qu'est-ce qui vous a pris tant de temps ? » Sous les décombres, 900 enfants palestiniens, morts ou vivants, se demandent pourquoi cela prend tant de temps et si les secours sont en route. Anas, un petit garçon maintenant connu sous le nom d'Anous, s'est extirpé de sous les décombres pour trouver non pas la lumière, mais l'obscurité, la dévastation et la mort tout autour de lui. Son calvaire n'est pas terminé, il ne fait que commencer ; 1 600 Palestiniens se trouvent sous les décombres, et personne ne peut les atteindre pour les sauver ou les enterrer. Un médecin utilise un terme inventé pendant la guerre : « enfant blessé sans famille survivante ». Quarante familles palestiniennes ont perdu au moins 10 de leurs membres. Parfois, jusqu'à 45 membres d'une même famille ont été tués. Quelque 18 000 personnes ont été blessées, dont beaucoup sont soignées dans les couloirs

des hôpitaux, si tant est qu'elles le soient, sans anesthésie. Le personnel paramédical, qui a vu la mort à maintes reprises, s'effondre et pleure, car cette fois, c'en est trop.

Le personnel des Nations Unies, les travailleurs humanitaires et les médecins tiennent bon et en paient le prix fort. Certains rendent hommage à leur mémoire comme s'ils avaient été tués dans une catastrophe naturelle, et non par un État Membre de l'ONU. Alors que les hôpitaux se transforment en morgues, les médecins et les patients se demandent si les secours sont en route. Ils n'écoutent pas les explications de certains dirigeants sur les raisons pour lesquelles la guerre doit se poursuivre. Ils entendent tout simplement le bruit des bombes et ressentent les déflagrations. Ils sont simplement confrontés à toutes ces morts, en essayant de survivre ou d'honorer l'engagement qu'ils ont pris de sauver des vies, sans avoir les moyens de le faire. Les habitants ont reçu l'ordre d'évacuer. Ils regardent leurs enfants. Devons-nous nous diriger vers le sud ? Subirons-nous des bombardements en cours de route, ou une fois arrivés à destination ? Devons-nous nous rendre dans la cour d'un hôpital, dans une école de l'ONU, dans une église ou une mosquée, ou dormir dans notre voiture dans la rue ? Mais les bombes sont partout. Quels sont les choix qui s'offrent à un parent lorsqu'il n'y a que des choix impossibles à faire, lorsque la mort et la dévastation sont omniprésentes ? Un homme se tient devant sa maison, qui a une nouvelle fois été réduite en ruines. Après une longue pause, il demande : « Comment enterre-t-on une maison ? » Israël a détruit plus de 40 % de toutes les habitations de Gaza, privant toute une population de toit et provoquant le déplacement de 1,4 million de personnes, dans l'espoir de les transférer de force hors de leur territoire.

Le Ministre israélien des affaires étrangères s'est présenté devant le Conseil de sécurité et a déclaré : « La présente séance doit se conclure par un message clair : ramenez-les chez eux » (*S/PV.9451, p. 11*). Des millions de Palestiniennes et de Palestiniens n'ont pas de chez-soi où retourner. Des milliers d'entre eux n'ont plus de famille à enlacer, non pas à cause d'un acte de Dieu, mais à cause des actes d'un gouvernement représenté dans cette salle. Il a parlé des familles et de leur douleur. Il n'y a pas une seule famille à Gaza qui n'a pas enduré d'énormes souffrances. Le Ministre israélien des affaires étrangères a évoqué devant le Conseil de sécurité l'horreur que représente le meurtre de civils. Juste avant de justifier le meurtre de milliers de civils palestiniens, il a parlé de la peur ressentie par la population lorsque des roquettes sont lancées. Les bombes israéliennes n'ont pas épargné un seul mètre carré de Gaza. Il estime que la différence

entre la civilisation et la barbarie tient à la personne qui commet le massacre ou à la manière dont elle le fait. Il estime que les lois de l'humanité et notre ordre international fondé sur des règles s'appliquent aux autres mais pas à Israël, et qu'ils protègent la vie des Israéliens tout en permettant de tuer des Palestiniens, d'ôter la vie à des Palestiniens. Il estime qu'Israël peut prétendre respecter les lois mêmes qu'il enfreint, en direct sur nos écrans de télévision et sous nos yeux. Il croit qu'en répétant le mot « Hamas » suffisamment de fois, le monde ne pourra pas s'opposer à l'élimination de familles entières – quatre générations à la fois – de la surface de la Terre, ou à un siège au cours duquel Israël laisse entrer suffisamment d'aide humanitaire pour pouvoir prétendre qu'il est doté d'un sens de l'humanité, mais pas assez pour répondre aux immenses besoins qui augmentent de manière exponentielle à mesure qu'il continue de bombarder le territoire assiégé. Il déclare, « Libérez les otages », et prend en otage 2 millions de Palestiniennes et de Palestiniens.

Je vais traduire les chiffres. En proportion avec la population de Gaza, cela équivaut à 28 000 Israéliens tués, dont 12 000 enfants et 6 800 femmes, à 72 000 blessés et à 5,6 millions de personnes déplacées. Est-ce maintenant plus choquant, plus inacceptable et plus scandaleux ? Pourquoi certains ressentent-ils tant de douleur pour les Israéliens et si peu pour nous, les Palestiniens ? Quel est le problème ? Avons-nous la mauvaise foi, la mauvaise couleur de peau, la mauvaise nationalité ou la mauvaise origine ? Je voudrais m'adresser à tous ceux qui, ces derniers jours, ont expliqué pourquoi nous ne devrions pas appeler à un cessez-le-feu.

Comment les représentants peuvent-ils expliquer à quel point il est horrible que 1 000 Israéliens aient été tués et ne pas ressentir la même indignation lorsque 1 000 Palestiniens sont aujourd'hui tués chaque jour ? Un millier de Palestiniens perdent la vie tous les jours. Pourquoi ne pas éprouver un besoin urgent de mettre fin à leur massacre ? Rien ne peut justifier les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité ou un génocide. Rien ne peut justifier le meurtre d'un seul enfant palestinien, absolument rien. Pourquoi ne pas ressentir qu'il est urgent de mettre un terme à notre massacre ? Comme je l'ai dit, rien ne peut justifier les crimes de guerre. Des membres de l'Assemblée nous ramènent 80 ans en arrière en essayant de justifier ce que fait Israël. À quel point faut-il être naïf ou hypocrite pour prétendre ne pas savoir qu'Israël tue délibérément des civils palestiniens ? Qui peut croire qu'Israël s'efforce de minimiser les pertes civiles alors que 70 % des personnes tuées sont des enfants et des femmes, et que des familles entières ont été



décimées ? Ils nous assassinent tous, des milliers d'entre nous, et disent qu'ils essaient de minimiser le nombre de morts parmi les civils. Qu'est-ce que cela donnerait s'ils essayaient d'éliminer le plus de civils palestiniens possible ? Si tuer 7 000 personnes, c'est réduire au minimum le nombre de victimes, peut-être qu'en éliminer 700 000 consisterait à faire le maximum de victimes ? Nous n'avons nul besoin d'assurances sémantiques sur le droit international humanitaire et la protection des civils de la part des représentants, mais plutôt qu'ils respectent ces normes sans les rappeler pour justifier ensuite leur violation quelques secondes plus tard. Cette indignation sélective est scandaleuse et doit cesser immédiatement.

Les personnes que les membres ici présents voient chaque soir pendant quelques minutes sur leurs écrans, alors qu'elles se font massacrer, ont survécu à des décennies d'occupation militaire, à un blocus de 16 années et à cinq guerres dans la bande de Gaza. Elles ont construit et reconstruit leur vie et leur maison, encore et encore, contre vents et marées, malgré d'immenses souffrances. Ce sont des miracles ambulants. Comment pouvons-nous les laisser se faire décimer une fois de plus ? La réponse au meurtre de civils palestiniens n'est pas de tuer des civils israéliens, et la réponse au meurtre de civils israéliens n'est pas d'assassiner des civils palestiniens. La vengeance est une impasse. La seule voie à suivre est celle de la justice, la justice pour le peuple palestinien. Nul ne peut manipuler la loi, ni la faire plier, ni l'enfreindre ou la trahir pour contenter Israël. Il faut la défendre par-dessus tout. C'est pour cette raison que nous sommes tous rassemblés au sein de l'ONU, pour préserver les générations futures du fléau de la guerre. Il faut défendre la légalité pour le bien de toutes les nations, pour assurer la crédibilité de l'Organisation.

Pour ceux qui ne le connaissent pas, Wael Al-Dahdouh est un correspondant de la chaîne Al-Jazira en poste dans la bande de Gaza. Il était en train de couvrir les massacres à Gaza, comme il le faisait sans relâche depuis des jours, lorsqu'il a appris qu'une frappe aérienne israélienne avait tué sa femme, son fils et sa fille. Il a fait ce que beaucoup de parents font dans de telles circonstances. Il s'est adressé à son fils, attendant une réponse qui n'est jamais venue. Il lui a demandé : « Ne m'as-tu pas dit que tu voulais être journaliste ? ». C'est ce que son fils voulait devenir, même si les journalistes sont des cibles en Palestine – on se souvient de Shireen Abu Akleh –, et le rêve du fils hantera désormais le père. Wael a prononcé quelques mots que je veux que l'Assemblée entende, et qu'elle entende bien. Il a déclaré : « Ils se sont vengés sur nos enfants ». Il a alors dit d'une voix

déchirante « *Malish* ». Qu'il me soit permis de l'expliquer. Littéralement, cela signifie « Peu importe ». Mais je voudrais développer ce qu'il a voulu dire, à mon sens, et je le ferai en arabe.

*(l'orateur poursuit en arabe)*

Honte à une communauté internationale où Gaza est une fois de plus détruite devant les caméras du monde entier. Honte à tous ceux qui ne respectent pas notre humanité, notre dignité et notre souffrance. Honte à tous ceux qui justifient les actes du meurtrier au lieu de se ranger du côté de la victime. Honte à tous ceux qui justifient le crime, présentent leurs condoléances aux victimes et leur expliquent que leur assassin n'est pas responsable du meurtre. Honte à tous ceux qui ne sont pas solidaires de notre peuple à Gaza et ne mettent pas fin au massacre. Honte à cette enceinte si aucune vérité n'y est prononcée, et honte à la personne qui prendra la parole après moi pour défendre des mensonges et justifier le meurtre d'innocents. La justice n'existe pas sur cette Terre. Nous n'avons que Dieu vers qui nous tourner.

*(l'orateur reprend en anglais)*

Enfin, je lance un appel à tous les États Membres. Je leur demande de voter pour mettre fin au massacre, de voter pour que l'aide humanitaire parvienne à ceux dont la survie même en dépend, de voter pour arrêter cette folie. L'Assemblée a la possibilité d'agir, d'envoyer un message important. Elle doit choisir la justice, et non la vengeance ; choisir de défendre la loi, et non de justifier sa transgression ; choisir la paix, et non davantage de guerres. Il faut voter pour mettre fin à près de trois semaines de la pire politique de deux poids deux mesures que nous ayons connue depuis des décennies, pour redonner un peu de crédibilité à cette enceinte et aux règles qu'elle est censée incarner. Il ne faut pas rater cette occasion. Des vies sont en jeu et chaque vie est sacrée. J'en conjure les membres, il faut sauver des vies, encore des vies, toujours plus de vies. Je demande à chacun de voter pour notre projet de résolution (A/ES-10/L.25).

**M. Erdan** (Israël) *(parle en anglais)* : Nous sommes réunis aujourd'hui dans cette salle en conséquence de l'adoption par l'Assemblée de la résolution 377 (V), intitulée « L'union pour le maintien de la paix ». Malheureusement, cette dixième session extraordinaire d'urgence n'a rien à voir avec la paix. Tous les États Membres présents aujourd'hui qui sont convaincus que nous sommes sur le point de discuter d'un nouveau cycle de conflit au Moyen-Orient, d'un nouveau différend entre Israël et les Palestiniens, se trompent. Le massacre

du 7 octobre et les événements qui se sont enchaînés par la suite n'ont rien à voir avec les Palestiniens. Ils n'ont rien à voir avec le conflit arabo-israélien ou la question palestinienne. Il ne s'agit pas d'une guerre contre les Palestiniens. Israël n'est en guerre que contre l'organisation terroriste jihadiste génocidaire du Hamas. La démocratie israélienne respectueuse du droit est en guerre contre des nazis des temps modernes. Tels sont les faits. Le Hamas ne se soucie ni du peuple palestinien, ni de la paix, ni du dialogue. Le Hamas n'a qu'un seul objectif : anéantir Israël et assassiner tous les Juifs de la planète. Sa charte fondatrice l'explique très clairement. Je vais en lire quelques lignes : « Israël existe et continuera d'exister jusqu'à ce que l'islam l'oblitére » ; « Il n'existe pas de solution au problème palestinien autre que le jihad » ; et « le jour du jugement ne viendra qu'une fois que les musulmans auront combattu les Juifs et les auront tués ».

Le 7 octobre, le monde entier s'est clairement rendu compte que la charte du Hamas n'était pas une compilation de mots vides de sens, mais un plan d'action. Imaginez une journée ensoleillée, avec un ciel dégagé et de la musique dans l'air. Des jeunes dansent pendant une « rave party ». C'est un concert pour la paix – oui, pour la paix. C'est l'aube du jour du sabbat et le soleil vient de se lever pour marquer un nouveau jour. C'est également une grande fête juive, Simhat Torah, qui signifie « la joie de la Torah », au cours de laquelle nous célébrons le Livre des Livres, notre sainte bible. Puis, en une fraction de seconde, cet Eden idyllique est devenu l'enfer sur terre. L'air paisible du matin a été déchiré par le bruit des roquettes et des sirènes. Des milliers de mortiers et de roquettes du Hamas se sont abattus sans discrimination sur un grand nombre de villes et de villages israéliens. Mais les roquettes n'étaient qu'une couverture pour le pogrom qui a suivi. Les terroristes barbares du Hamas ont envahi Israël par la mer, la terre et les airs. Ils sont venus dans le seul but d'assassiner sauvagement tous les êtres vivants qu'ils rencontraient. Les assassins nazis du Hamas sont allés de maison en maison avec des listes de personnes à abattre dans le cadre d'une attaque minutieusement planifiée, délibérée et préméditée. Ils ont brutalement assassiné des civils dans leurs lits. Ils ont conduit des camionnettes à plateau équipées de mitrailleuses – oui, nous nous en souvenons tous, comme le faisait Daech – et ont tiré aveuglément sur des centaines de jeunes lors d'un concert.

Trois cents personnes ont été brûlées vives ou massacrées lors de ce concert. Il n'est presque plus resté que des amas de chair et des membres ensanglantés. Des parents ont dû apporter les broches à dents de leurs

enfants pour qu'elles soient soumises à des tests ADN afin de déterminer quel membre appartenait à qui. Ces monstres du Hamas ont violé des femmes et des enfants, faisant défiler les filles nues qu'ils avaient violées et les corps qu'ils avaient souillés dans les rues de Gaza, tandis que des milliers de personnes, comme on peut le voir sur les images, les huaient et applaudissaient. Ces sauvages ont torturé des bébés. Comme les nazis, les terroristes du Hamas ont sorti des nourrissons de leurs berceaux – oui, nous avons des enregistrements vidéo – et leur ont martelé le crâne à plusieurs reprises contre le sol jusqu'à ce qu'il soit réduit en bouillie. Des enfants ont été assassinés sous les yeux de leurs parents, et des parents sous les yeux de leurs enfants. J'ai vu une vidéo d'un terroriste qui s'est filmé lui-même, dans laquelle il lançait une grenade dans un abri antibombes où se trouvaient un père et ses deux jeunes fils. Le père a été tué sur le coup et les deux fils sont sortis en courant de l'abri et on crié que leur père était mort et qu'ils voulaient eux aussi mourir. Tout cela s'est produit, qu'on le croie ou non, alors que le monstre qui a assassiné leur père se servait tranquillement dans le réfrigérateur familial. Aucun film d'horreur n'est comparable à la pure barbarie du Hamas.

Amit Mann, 22 ans, qui résidait dans le kibboutz de Be'eri, était aide-soignante pour Magen David Adom, la Croix-Rouge israélienne. Elle a consacré sa vie – littéralement, et l'Assemblée va comprendre pourquoi – à sauver les autres. Lorsque les monstres du Hamas ont envahi le kibboutz, Amit s'est précipitée à la clinique pour soigner autant de blessés qu'elle le pouvait. Pendant des heures, Amit a travaillé sans relâche pour tenter de sauver des vies. Elle savait que les terroristes sadiques se trouvaient à l'extérieur de sa clinique parce qu'elle avait entendu les coups de feu, mais elle est restée sur place. Elle était déterminée à sauver des vies, et non à s'enfuir. Finalement, les terroristes ont fait irruption dans sa clinique et lui ont tiré une balle dans le cerveau. Elle était aide-soignante pour Magen David Adom, la Croix-Rouge israélienne, et portait l'uniforme, mais cela n'a pas arrêté ces sauvages. C'est ainsi que les équipes de secours ont retrouvé Amit.

Des ambulances ont été incendiées, pas seulement une, mais plusieurs. Des dizaines d'équipes médicales de Magen David Adom ont été délibérément prises pour cible alors qu'elles se rendaient auprès des blessés, et de nombreux autres membres du personnel paramédical ont été assassinés. L'hôpital Barzilai, dans ma ville natale d'Ashkelon, en Israël, a été directement touché par des roquettes du Hamas, et ce n'est pas la première fois, car le Hamas tire délibérément des roquettes sur cet hôpital

depuis des années. Pourtant, cette barbarie n'a pas été condamnée une seule fois ici, ni par le Conseil de sécurité, ni par le Secrétaire général, ni dans ce projet de résolution absurde (A/ES-10/L.25). Il semble que les hôpitaux et les équipes médicales ne doivent être protégés que tant qu'ils ne sont pas israéliens. Cette hypocrisie dépasse l'entendement. Ces monstres barbares qui ressemblent à Daech ont enlevé plus de 220 otages israéliens et originaires de dizaines d'autres pays, y compris des bébés, des enfants, des personnes handicapées, des personnes âgées et des survivants de l'Holocauste. Kfir Bibas est âgé de 9 mois et il est actuellement retenu en otage à Gaza, à l'âge de 9 mois. Quels terroristes barbares peuvent faire une telle chose ? Et 30 autres enfants sont dans le même cas que lui.

Nous avons vu la brutalité du Hamas en Israël. Je n'ose pas imaginer les horreurs que subissent les otages en ce moment même. Vingt jours se sont écoulés et Israël compte toujours ses morts. Il a fallu des semaines pour récupérer tous les corps. Certains corps sont aussi calcinés que des morceaux de charbon ; il est quasiment impossible de les identifier. Bon nombre de corps brûlés ont été retrouvés avec de la cendre dans la gorge, ce qui signifie qu'ils étaient encore en vie lorsqu'ils ont été délibérément brûlés par les terroristes du Hamas.

Un amas de restes humains carbonisés et méconnaissables a été découvert, et le personnel médical avait du mal à comprendre ce qu'il avait sous les yeux. Cependant, après un scanner, il est apparu clairement qu'il s'agissait de deux colonnes vertébrales ; pas une, mais deux colonnes reliées par du fil de fer, l'une appartenant à un adulte et l'autre, la petite, à un enfant. Que l'on essaie d'imaginer quels étaient les sentiments de ce parent alors qu'il brûlait vif avec son enfant. Le cri douloureux de l'amour de sa vie a été la dernière chose qu'il a entendue.

L'Assemblée ne trouve-t-elle pas qu'il est étonnant que le projet de résolution dont elle est saisie aujourd'hui, ainsi que la présente séance, ne portent pas uniquement sur les atrocités commises par le Hamas ? Lorsqu'on lit ce projet de résolution, on n'y voit aucune trace du Hamas. Les rédacteurs prétendent se préoccuper de la paix, mais les meurtriers dépravés qui ont déclenché cette guerre ne sont même pas mentionnés dans le projet de résolution. Ils considèrent tout le monde ici comme des marionnettes. Ils rédigent un projet de résolution qui n'a aucun lien avec la situation. Ils partent du principe que toutes les personnes présentes dans cette salle ont déjà oublié qui est responsable de cette violence inhumaine, et ils s'attendent à ce que tout le monde soutienne automatiquement ce projet.

Ce projet de résolution fait insulte à l'intelligence de tout le monde. Il est insensé qu'un tel projet de résolution, qui ne mentionne même pas le Hamas, puisse faire l'objet d'un vote ici. Que l'on en ait bien conscience, de grâce.

Le Hamas a commis des atrocités telles que nous n'en avons pas vues depuis la Shoah. Pourtant, contrairement à la Shoah, où les éléments de preuve dont nous disposons sont principalement des photographies en noir et blanc et des images enregistrées sans son, ici, les éléments de preuve sont en haute définition, car certains sont tirés d'images de caméras de surveillance. Toutefois, la plupart d'entre eux proviennent de téléphones portables et de caméras GoPro appartenant aux nazis du Hamas eux-mêmes. Nombreux sont ceux qui se demandent pourquoi ils ont filmé leurs violences sadiques. Je vais en donner la raison, qui est très simple. Ils les ont filmées pour terroriser la population israélienne, diffuser ces vidéos et semer la terreur dans le cœur des citoyens d'Israël. D'ailleurs, c'est exactement ce que font les terroristes : ils sèment la terreur.

Ces dernières semaines, j'ai vu un grand nombre de vidéos qui resteront à jamais gravées dans ma mémoire, mais il y en a une en particulier que je n'arrive pas à oublier lorsque j'essaie de m'endormir. Dans cette vidéo, on peut voir un civil terriblement blessé, en sang, mais vivant, allongé sur le sol, tandis qu'un sauvage du Hamas crie « Allahu akbar » et frappe à maintes reprises le cou de cet homme avec une binette, pour le décapiter. Cet homme, gisant sur le sol, est un travailleur agricole thaïlandais. Il n'est pas israélien ; il n'est pas juif. Il était simplement en vie, essayant de gagner de quoi vivre pour sa famille. Mais, il a été décapité avec un outil de jardinage contondant ; c'est horrible. Israël n'est pas en guerre contre des êtres humains ; nous sommes en guerre contre des monstres.

Voici cette vidéo.

*Un enregistrement vidéo est diffusé dans la salle de l'Assemblée générale.*

Ma mission a distribué et continuera de distribuer des codes QR, qui permettent d'avoir directement accès à des fichiers où il est possible de regarder cette horreur et bien d'autres atrocités commises par le Hamas. Ce que l'Assemblée a vu ici, ce ne sont pas des images d'Auschwitz, mais celles d'Israéliens violés, massacrés et brûlés vifs. Nous ne sommes pas à Auschwitz ; ce sont les faits du Hamas. Il n'y a pas de mots dans la langue anglaise ni dans n'importe quelle autre langue pour décrire l'horreur dont nous venons tous d'être témoins.

Si cette horreur est indescriptible, c'est parce qu'elle ne devrait pas exister parmi les humains.

Plus de 1400 personnes ont été massacrées, 1000 autres blessées, et plus de 220 otages sont actuellement détenus par les terroristes du Hamas, assimilables à Daech. Pour les Israéliens, dire que cette attaque est similaire à celle du 11 septembre serait un euphémisme. Proportionnellement, le nombre de victimes de cette atrocité est 15 fois plus élevé que celui du 11 septembre. De plus, nos ennemis ne se trouvent pas à plus de 10 000 kilomètres de nous. Ils ne sont qu'à 2 kilomètres, dans notre arrière-cour. C'est pourquoi Israël a pour mission d'éradiquer ce fléau de la Terre. Daech représentait l'État islamique en Iraq et en Syrie, et le Hamas est l'État islamique à Gaza. Ainsi, tout comme cela a été le cas avec Daech, le Hamas doit disparaître. Notre objectif est d'anéantir les capacités du Hamas, et nous utiliserons tous les moyens dont nous disposons pour y parvenir, non pas pour nous venger ou en guise de représailles, mais pour faire en sorte qu'une telle dépravation et que de telles atrocités ne se reproduisent plus jamais.

Israël est en première ligne dans la guerre contre la terreur jihadiste radicale, et s'il ne parvient pas à détruire complètement les capacités terroristes du Hamas, c'est le monde entier qui en paiera le prix. L'idéologie génocidaire du Hamas, tout comme celle de Daech, d'Al-Qaïda ou du régime des ayatollahs iraniens à Téhéran, n'a pas pour seul objectif de détruire Israël. Tout le monde le sait. Son but ultime est de dominer le monde. C'est de mener le jihad dans chaque pays du monde. Ils ne s'arrêteront pas avant d'avoir tué tous les « infidèles », comme ils nous appellent.

Depuis 16 ans, la communauté internationale et l'ONU se montrent complaisantes face à la terreur de plus en plus forte que le Hamas fait régner à Gaza. Le monde a fait l'autruche pendant que le Hamas s'infiltrait totalement au sein de la population civile de Gaza, avec ses missiles et ses roquettes. Il a accepté l'absurdité d'une réalité dans laquelle une démocratie respectueuse du droit vivrait à côté de terroristes cancérigènes et génocidaires qui tirent aveuglément des dizaines de milliers de missiles contre nos civils, sans provocation aucune.

Nous avons vu par nous-mêmes que rien ne peut changer l'idéologie du Hamas, ni la réhabilitation de Gaza, ni les incitations économiques, ni la promesse d'un avenir plus radieux. L'ONU a essayé ; plusieurs membres de l'Assemblée aussi, mais tout le monde a échoué. Et pourquoi ? Parce que rien ne peut transformer une idéologie génocidaire, rien. Il n'y a qu'une seule manière de

guérir d'un cancer : la destruction totale de toute cellule cancéreuse. La communauté internationale a déversé des milliards de dollars à Gaza, et ils sont tous allés dans la machine de guerre du Hamas. Ils sont allés dans sa ville souterraine de terreur. Ils ont été utilisés pour la ville souterraine de terreur. Ils ont été utilisés pour les installations de fabrication de missiles. Et je rappelle à tous qu'il y a 18 ans, Israël a décidé, de manière unilatérale, de se retirer de l'ensemble de la bande de Gaza. Le Hamas aurait pu utiliser les fonds internationaux qu'il a reçus pour construire des centrales électriques, des installations de dessalement de l'eau et d'autres infrastructures civiles. Mais non ; au lieu de cela, le Hamas a exploité chaque centimètre carré de la bande de Gaza pour atteindre ses objectifs violents. En effet, pour le Hamas, les civils gazaouis ne sont rien d'autre que de la chair à canon et des boucliers humains qui, une fois morts, deviennent des pions dans sa campagne de propagande diffamatoire. Le Hamas compte sur l'ONU. Il est convaincu que malgré le terrorisme et les massacres, l'ONU continuera à lui venir en aide et à empêcher Israël de se défendre.

Israël mène actuellement une mission de sauvetage pour sauver ses otages, pour sauver son avenir et pour sauver la population de Gaza de ses tyrans sauvages. Il s'agit d'une mission de sauvetage. Cette mission de sauvetage peut prendre fin rapidement. Elle peut prendre fin maintenant. Pas besoin de projets de résolution alambiqués et vides de sens. Elle peut prendre fin maintenant. Si les forces du Hamas déposaient les armes, libéraient nos otages et se rendaient, la guerre prendrait fin sans qu'un seul nouveau coup de feu ne soit tiré. Pas un seul. Pourquoi l'ONU ne s'unit-elle pas pour appeler le Hamas à le faire ? Si les auteurs du projet de résolution veulent vraiment la paix, s'ils veulent vraiment une solution immédiate, pourquoi ne l'exigent-ils pas du Hamas ? Au lieu de cela, le projet de résolution fait tout sauf rechercher une solution. Loin de promouvoir la paix, il ne fait que garantir une plus grande violence. Il devrait s'intituler « L'union pour le terrorisme » et non « L'union pour le maintien de la paix ».

Israël a été attaqué et continue de l'être. C'est un fait ; au sud par le Hamas, et au nord par le Hezbollah. Pendant ce temps, le projet de résolution appelle à un cessez-le-feu immédiat. Un cessez-le-feu revient à donner au Hamas le temps de se réarmer pour pouvoir nous massacrer à nouveau. Il ne s'agit pas là de conjectures : c'est ce que fera le Hamas. Nous le savons tous. Appeler à un cessez-le-feu n'est pas une tentative de paix. C'est une tentative destinée à empêcher Israël d'agir et de se débarrasser de la menace énorme qui pèse sur ses citoyens.



Mais les distorsions du projet de résolution vont encore plus loin. Je répète que le Hamas, le groupe terroriste qui a déclenché cette guerre, n'y est pas mentionné une seule fois. En fait, la seule référence cachée à ces terroristes barbares se trouve dans les appels lancés aux deux parties. Les deux parties ? Il s'agit là d'une comparaison fausse et immorale entre la démocratie respectueuse de la loi qu'est Israël et un groupe de jihadistes génocidaires. Les auteurs du projet de résolution misent sur le fait que chacun des représentants ici présents suivra aveuglément leur stratagème. Ce projet de résolution est une insulte à leur intelligence. Il n'a sa place que dans les poubelles de l'histoire.

Mais le projet de résolution n'est pas la seule chose ici aujourd'hui qui soit complètement déconnectée de la réalité. Dans quelques instants, un représentant du régime diabolique qui a entraîné, financé et armé le Hamas pour le massacre du 7 octobre s'adressera aux membres. Le régime des ayatollahs d'Iran a sur les mains le sang de milliers d'Israéliens. Il a sur les mains le sang de centaines de milliers d'opprimés iraniens, ukrainiens, américains, émiriens et tant d'autres. L'Iran est connu pour être le premier État parrainant le terrorisme dans le monde, et ce pour de bonnes raisons. Il est donc tout à fait naturel que le Ministre des affaires étrangères de ce régime brutal soit l'orateur qui suit l'auteur du projet de résolution. Ce pays dont l'idéologie nazie consiste à anéantir Israël affiche publiquement sa solidarité avec son mandataire, le Hamas, qui partage la même idéologie nazie et cherche à nous détruire. C'est tout à fait compréhensible. En effet, il y a quelques jours à peine, le Ministre des affaires étrangères s'est entretenu avec les dirigeants du Hamas et de son groupe terroriste frère, le Jihad islamique palestinien, et les a félicités pour le massacre. Aujourd'hui, il est ici pour bourrer de venin le crâne des députés. À vrai dire, s'unir pour la paix, c'est un peu comme s'unir pour mettre en pièces tous les Israéliens. Cet homme, un meurtrier de masse, ainsi que tous les autres représentants du régime terroriste iranien, n'ont pas leur place à l'ONU, et encore moins dans la famille des nations. C'est une souillure morale qui entache l'ONU et les valeurs sur lesquelles elle a été fondée.

Cette semaine, l'ONU a célébré son soixante-dix-huitième anniversaire. Toutefois, au vu du projet de résolution d'aujourd'hui et des invités d'honneur réunis dans cette salle, l'Organisation a montré qu'elle était tellement brisée et moralement corrompue que je n'ai guère d'espoir qu'elle passe le cap des 90 ans, et encore moins celui des 100 ans. Je suis simplement réaliste. La journée d'aujourd'hui est la preuve la plus évidente que

l'Organisation se vide de sa pertinence, de sa légitimité et de sa raison d'être. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui est une profanation de ce que l'ONU était censée être. À la suite des horreurs de la Shoah, cette institution a été créée pour empêcher que les atrocités ne se répètent. Pourtant, au sein même de cette salle, nous sommes en présence d'auteurs des violations des droits humains et des crimes contre l'humanité les plus abjects, qui abusent également de leur pouvoir en tant que soi-disant membres de la famille des nations pour s'en prendre à des démocraties respectueuses de la loi, telles qu'Israël. Si l'Organisation veut conserver ne serait-ce qu'une once de légitimité, il est impératif d'appeler les représentants à cesser de se livrer à la mascarade qu'est le deux poids, deux mesures anti-israélien. Ils doivent voter contre ce projet de résolution biaisé. Je les implore de se ranger du bon côté de l'histoire, et non du côté des jihadistes génocidaires déterminés à les détruire. Ils doivent s'élever au-dessus des considérations politiques internes et faire ce qui est moral et juste.

Israël ne renoncera pas à se battre pour la vérité, même si nous restons la seule voix de la raison dans cette salle. Israël continuera à lutter contre les terroristes génocidaires qui sont déterminés à nous détruire. Nous ne relâcherons pas nos efforts tant que le Hamas n'aura pas été anéanti et que nos otages n'auront pas été ramenés chez eux. Et nous les ramènerons chez eux.

Je voudrais terminer par une minute de silence pour toutes les victimes des atrocités commises par le Hamas. Si les partisans du projet de résolution choisissent de passer les victimes sous silence dans leur texte, je m'inclinerai pour ma part devant leur mémoire.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Jordanie, S. E. M. Ayman Safadi.

**M. Safadi** (Jordanie) (*parle en anglais*) : C'est dans ces moments de cruauté, d'inhumanité et de mépris total du droit international que nous devons nous exprimer clairement et sans équivoque. Il n'y a pas de place pour les ambiguïtés. Nous devons défendre la vie, la justice et la paix. Nous devons nous opposer à la guerre à Gaza et à la catastrophe humanitaire qu'elle engendre. Nous devons défendre nos valeurs humaines et la Charte des Nations Unies.

L'histoire nous jugera. N'abandonnons pas le peuple palestinien, un peuple assiégé et occupé dont les journées sont marquées par la mort du matin au soir et dont les nuits sont plongées dans un noir total, seulement

troublé par les éclairs des missiles israéliens qui leur ôtent la vie, brisent leurs rêves et tuent leur espoir. Disons non à la guerre. Disons non aux massacres, dénonçons les crimes de guerre et défendons le droit des Palestiniens, enfants, femmes et personnes âgées, d'accéder à la nourriture, à l'eau, aux médicaments et au carburant. Élevons notre voix contre l'utilisation de la famine comme arme. Des enfants meurent sous les ruines de maisons détruites par les bombardements de précision israéliens. Certains sont encore en vie sous les décombres. Il n'y a pas assez d'équipements pour les en extraire. Leurs parents peuvent encore les entendre. Impuissants, ils leur parlent, sachant qu'ils manquent d'air et qu'ils meurent à petit feu. Les enfants qui, miraculeusement, survivent sont confrontés à la déshydratation et à l'inanition.

Israël a tué plus de 7 000 Palestiniens innocents depuis que ce nouveau cercle vicieux de violence et de guerre a débuté le 7 octobre. Ces personnes ont des noms, des visages, des souvenirs et des êtres chers qu'elles ont laissés derrière elles. Parmi elles, on compte 16 agents de santé, 39 employés de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et 22 journalistes. Wael Dahdouh, un journaliste, faisait vivre ses huit enfants séparément dans trois maisons différentes afin qu'ils ne soient pas tous tués en même temps si l'une des maisons était bombardée. Hier, sa femme, Amina, 45 ans, son fils Mahmud, 16 ans, sa fille Sham, 7 ans, et son petit-fils Adam, un nourrisson de 45 jours, je dis bien 45 jours, lui ont été volés par la guerre d'Israël. Ce ne sont pas des soldats, et pourtant « au coucher du soleil et au matin, nous nous souviendrons d'eux ».

Le Gouvernement israélien, dont certains membres appellent ouvertement et honteusement à rayer les Palestiniens de la surface de la Terre et les qualifient d'animaux indignes de vivre, prétend qu'il ne s'agit pas d'une guerre contre le peuple palestinien. S'il ne s'agit pas de cela, alors pourquoi ont-ils tué Adam ?

*(l'orateur poursuit en arabe)*

Que Dieu ait son âme, leurs âmes et les âmes de tous les défunts.

*(l'orateur reprend en anglais)*

Un médecin de Gaza a raconté qu'un garçon blessé et brûlé au visage lui a dit que sa maison avait été touchée alors qu'il venait de finir de prendre un repas avec ses parents. Il a dit que son père, assis à côté de lui, a été tué sur le coup. Sa mère a été asphyxiée par la fumée. Je n'ai pas de vidéos à montrer. Nous respectons trop les morts.

Nous respectons trop la douleur de leurs familles pour montrer des vidéos, mais de telles vidéos peuvent être vues sur les téléphones portables. Il existe des milliers de vidéos montrant l'abomination, l'horreur et l'inhumanité auxquelles des milliers de Palestiniens sont soumis et ont été soumis. Israël fait de Gaza un enfer perpétuel sur Terre. Ce traumatisme hantera les générations à venir.

Ne nous laissons pas bernier. Ne laissons pas Israël nous dire qu'il s'agit d'une guerre entre musulmans et Juifs. Je me tiens ici devant l'Assemblée générale en tant que Jordanien, Arabe et musulman, et je proclame que nous attachons de l'importance à la vie, la vie musulmane, la vie chrétienne et la vie juive. Nous attachons une grande valeur au caractère sacré de la vie. Le représentant israélien n'a pas dit un mot sur les vies palestiniennes brisées par cette guerre, mais le représentant palestinien qui l'a précédé a dit, comme moi, que nous nous soucions de toutes les vies, de tous les civils, musulmans, chrétiens, Palestiniens, Juifs, Israéliens, nous nous soucions de toutes les vies. Ne les laissons pas nous dire le contraire. C'est cela, faire insulte à l'intelligence.

La rage ne doit pas nous faire oublier la futilité de la violence. Elle ne doit pas nous rendre insensibles à la douleur de nos semblables. Nous condamnons le meurtre de tous les civils, indépendamment de leur race, de leur identité, de leur nationalité ou de leur religion, parce que ce sont là nos valeurs humaines et notre moralité. Israël doit également défendre ces valeurs. Combien de guerres et de morts notre région a-t-elle connues ? Et à quoi ces guerres et ces morts nous ont-elles servi ? Elles n'ont pas apporté la sécurité à Israël. Elles ne le feront pas. Elles n'ont apporté la sécurité à aucun d'entre nous. Le droit de légitime défense n'est pas un permis de tuer en toute impunité. Le châtiment collectif n'est pas de la légitime défense, c'est un crime de guerre. Nous devons appeler un chat un chat. Nous devons refuser le deux poids, deux mesures et l'application sélective du droit international. Israël ne peut rester au-dessus de la loi. Une paix juste et durable est la meilleure défense pour tous. Faisons taire les armes et faisons en sorte que la volonté de vivre et de laisser vivre l'emporte. Rétablissons la confiance dans le processus de paix, seul moyen de mettre fin à ce conflit une fois pour toutes.

Nombre d'entre nous pensent qu'ils aident Israël en soutenant sa guerre. Ce n'est pas le cas. Au lieu d'envoyer des armes à Israël, ils devraient envoyer des délégations pour ouvrir une voie immédiate et viable vers la paix. C'est ainsi que l'on peut aider Israël. Et nombre d'entre nous estiment qu'ils s'acquittent de leur devoir

éthique et juridique envers les Palestiniens en demandant instamment que des fournitures humanitaires leur soient envoyées, mais sans demander la fin de cette guerre. Ils ne s'acquittent pas de leur devoir envers les Palestiniens. La responsabilité à l'égard des Palestiniens exige d'œuvrer à leur protection et à la paix, une paix qui garantira un État palestinien viable, indépendant et souverain, avec Jérusalem occupée pour capitale, sur la base des frontières du 4 juin 1967, vivant côte à côte dans la sécurité avec Israël, de sorte que les Palestiniens puissent vivre à l'abri de l'occupation et de l'humiliation qu'elle leur inflige, et qu'aucune mère palestinienne ou israélienne n'ait de nouveau à pleurer son enfant.

La Jordanie présentera, au nom des pays arabes, un projet de résolution (A/ES-10/L.25). Nous le faisons parce que le Conseil de sécurité ne s'est pas acquitté de sa responsabilité. Le projet de résolution vise simplement à garantir ce pour quoi l'ONU a été créée : la paix et le respect du droit international. Nous savons tous qu'Israël n'en tiendra pas compte. Il a fait fi d'innombrables résolutions de l'ONU dans le passé. Néanmoins, nous devons tous voter pour et prendre position.

Il y a un mois, S. M. le Roi Abdullah II se tenait ici, devant l'Assemblée générale (voir A/78/PV.4). Ses paroles ont alors sonné juste. Elles sont encore plus pertinentes aujourd'hui. Il a déclaré :

« Notre région continuera de souffrir tant que le monde ne contribuera pas à lever la menace du conflit israélo-palestinien, le problème central au Moyen-Orient. Aucun dispositif de sécurité et de développement régional ne peut tenir bon sur les cendres brûlantes de ce conflit. Sept décennies et demie plus tard, les flammes de ce conflit ne sont toujours pas éteintes. Où allons-nous ? » (A/78/PV.4, p. 21).

Poussons un cri collectif et opposons-nous à de nouvelles effusions de sang. Unissons-nous pour la paix. Unissons-nous pour la justice. Unissons-nous pour défendre le droit de chaque enfant palestinien et israélien à vivre sans connaître la peur et les horreurs de la guerre, et à imaginer une vie riche de promesses et de perspectives d'avenir. Dans l'intérêt du peuple palestinien et du peuple israélien, il faut voter pour. De plus, contrairement à ce que l'Assemblée vient d'entendre, le projet de résolution publié sous la cote A/ES-10/L.25 reconnaît bien les douleurs et les meurtres du côté israélien également, et il condamne les meurtres des civils palestiniens et israéliens. Il ne faut pas se laisser induire en erreur.

Il faut que l'adoption de ce projet de résolution soit un message adressé aux Palestiniennes et aux Palestiniens qui souffrent dans l'enfer de cette guerre israélienne qu'ils subissent. Un message que la communauté internationale les voit, partage leur douleur et considère que les vies palestiniennes comptent aussi. Prenons position, clairement et fermement, pour la paix et pour la vie.

Avant de conclure, je tiens moi aussi à demander une minute de silence, mais pas seulement pour un camp ou l'autre. Je souhaite demander une minute de silence pour tous les civils, tous les innocents, qui ont péri et qui continuent de périr dans cette guerre odieuse et abominable.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, S. E. M. Hossein Amir-Abdollahian.

**M. Amir-Abdollahian** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance. Le monde sait que la République islamique d'Iran joue un rôle très constructif dans l'instauration de la paix et de la sécurité et dans la lutte contre le terrorisme et Al-Qaïda en Iraq.

Depuis trois semaines, nous sommes témoins des crimes de guerre et du génocide perpétrés par le régime d'occupation israélien à Gaza et en Cisjordanie, en Palestine. Les États-Unis et plusieurs pays européens ont pris le parti du régime d'occupation d'Israël, au mépris de la Charte des Nations Unies et du droit international. Ils qualifient de terroriste le mouvement de libération palestinien, qui a le droit de légitime défense et le droit à l'autodétermination. En revanche, ils estiment que le régime d'occupation, coupable de crimes de guerre, et qui est en train de commettre un génocide à Gaza, a le droit de légitime défense.

Hélas, tel est le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. Telle est la situation qui règne au Conseil de sécurité, lequel était censé œuvrer au maintien de la paix et de la sécurité dans le monde. À l'heure actuelle, les États-Unis et plusieurs pays européens observent et approuvent les meurtres de quelque 7 000 civils commis en moins de trois semaines par le régime israélien à Gaza et en Cisjordanie, et ils ont apporté un soutien militaire et financier à ce régime. Nous recommandons aux États-Unis d'agir pour la paix et la sécurité, et non pour la guerre contre les populations, les enfants et les femmes. Au lieu d'envoyer des roquettes, des chars et des bombes

qui seront utilisés contre Gaza, les États-Unis doivent cesser d'appuyer le génocide à Gaza et en Palestine.

L'histoire de la civilisation iranienne montre que nous avons toujours défendu la paix et la sécurité. Mais aujourd'hui, à New York, à l'Organisation des Nations Unies, je dis franchement aux hommes d'État américains qui sont en train de gérer le génocide en Palestine que nous ne voulons pas que cette guerre s'étende à l'ensemble de la région. Et je préviens que si le génocide à Gaza se poursuit, ils ne seront pas épargnés par le feu. Il s'agit là de notre foyer, et l'Asie occidentale est notre région. Nous ne faisons de compromis avec aucun acteur ni aucune partie, et nous n'avons aucune réserve quand il s'agit de notre sécurité intérieure. Le génocide à Gaza doit cesser immédiatement. Le déplacement forcé de la population de Gaza doit cesser immédiatement. Aujourd'hui, Gaza est dans l'attente d'une aide humanitaire urgente et vitale. Selon le droit international, le mouvement de libération palestinien, le Hamas, lutte contre l'occupation et a le droit légitime de le faire.

Selon ce qui est ressorti de nos négociations, le Hamas est prêt à libérer les prisonniers civils. En revanche, le monde devrait exprimer son appui à la libération des 6 000 Palestiniens détenus dans des prisons israéliennes.

*(L'orateur poursuit en persan ; interprétation en anglais assurée par la délégation)*

L'histoire et les documents de l'ONU montrent que la question palestinienne existe depuis environ 80 ans. Dès lors, vouloir en réduire les dimensions à une seule attaque et à un seul groupe de libération palestinien est un grave mensonge. Conformément au droit international et aux centaines de résolutions adoptées par la présente Assemblée générale, l'ensemble du territoire palestinien est un territoire occupé et, à ce titre, le régime sioniste est reconnu comme un agresseur et un occupant.

Comme toute autre nation sous occupation, la nation palestinienne a un droit incontestable et inhérent à l'autodétermination, le droit de décider directement et librement de son indépendance, ainsi que le droit de former un gouvernement indépendant afin de décider par elle-même. Conformément au droit international et aux résolutions 309 (1972) et 323 (1972) du Conseil de sécurité, qui concernent la Namibie, le droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance est permanent et ne peut être aboli par le temps. Par conséquent, tout comme l'occupation prolongée d'un territoire ne crée aucun droit pour l'occupant, le temps qui passe n'amointrit en rien le droit de la nation occupée à disposer d'elle-même.

Selon les principes et les règles du droit international et des centaines de résolutions adoptées par l'Assemblée, la nation palestinienne, en tant que nation sous occupation, a le droit légitime de résister à cette occupation en faisant usage de toutes les méthodes disponibles, y compris la lutte armée. Dès lors, les récentes manœuvres hypocrites qui ont cherché à qualifier d'actions terroristes la lutte pour la libération de la nation palestinienne de ses occupants ne sauraient tromper les nations libres et la conscience éveillée du monde. Les États-Unis d'Amérique, en tant qu'indéfectible soutien permanent du régime d'occupation, sont les principaux responsables de l'incapacité de l'ONU, en particulier du Conseil de sécurité, à faire respecter les droits des Palestiniens. À des dizaines de reprises, ce pays a empêché le Conseil de s'acquitter de ses responsabilités à cet égard.

Nous pensons qu'un règlement complet et global de la question palestinienne ne sera possible que si le droit inaliénable de cette nation à l'autodétermination est pleinement réalisé et s'il est créé un État palestinien indépendant englobant tous les territoires palestiniens, avec Al-Qods pour capitale. L'ensemble de la terre de Palestine, de la mer au fleuve, appartient uniquement aux Palestiniens d'origine, qu'ils soient chrétiens, juifs ou musulmans, et aucune institution ni aucun pays n'a le droit d'en céder une partie à une autre personne ou à un autre groupe. La République islamique d'Iran, convaincue du droit de la Palestine à résister à l'occupation, a présenté une initiative politique et démocratique prévoyant notamment l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination pour les habitants originels de la Palestine, ce qui comprend les juifs, les chrétiens et les musulmans. Cette initiative a également été enregistrée par l'ONU.

Par essence et par nature, le régime sioniste est fondé sur l'agression, l'occupation, le crime, le mensonge et la tromperie. Jusqu'à présent, le régime a lancé plus de 20 guerres dans la région, envahi tous ses voisins sans exception, attaqué un certain nombre de pays situés en dehors de son voisinage et de sa région directs, et continue d'occuper le territoire de certains autres pays arabes, en plus de la Palestine. Il a perpétré les quatre principaux crimes internationaux, à savoir le crime d'agression, le crime de guerre, le crime contre l'humanité et le génocide, et ce non pas à une seule reprise, mais à maintes reprises ; il lui est même arrivé de commettre ces quatre crimes en même temps. Pour atteindre ses objectifs illégitimes, il a bafoué tous les principes d'humanité et toutes les règles juridiques.



Nous devons voir la réalité en face. Cette réalité, c'est qu'une occupation brutale s'est transformée au fil du temps en un apartheid brutal et profond. C'est cette terrible alliance d'une occupation chronique et d'un apartheid profond qui donne au régime d'occupation le permis psychologique de massacrer et de tuer en masse la population sous occupation. L'heure est donc venue de voir le vrai visage de ce régime et de le reconnaître pour ce qu'il est, comme l'a fait l'Assemblée générale en 1975, dans la résolution 3379 (XXX), en considérant le sionisme comme une forme d'apartheid et de racisme.

Je tiens à souligner que les actions récentes de la nation palestinienne et les actions de l'organisation de libération Hamas contre les occupants relèvent d'une pratique légitime et de leur droit inhérent au regard des règles applicables du droit international, et il est absolument illégal et inacceptable de qualifier ces actes d'une autre manière. Les revendications visant, notamment, à accorder le droit de « légitime défense » au régime d'occupation ne sont qu'une farce ridicule. On ne saurait inverser les rôles entre l'assassin et la victime en malmenant certaines formules.

L'opération « Tempête d'Al-Aqsa » n'est qu'une réaction à l'occupation et à l'agression continues dont sont victimes les Palestiniens et aux crimes généralisés commis par le régime sioniste au cours des derniers mois. En réalité, cette opération a été une éruption volcanique de toute la colère concentrée par l'ensemble de la nation palestinienne après 75 ans de crimes permanents et généralisés du régime sioniste, en particulier pour réagir contre l'extrémisme dont a fait preuve le Gouvernement de Netanyahu ces derniers mois.

Le droit international confère à toute nation, ce qui inclut la nation palestinienne, le droit naturel et légitime de résister à l'agression et à l'occupation, notamment par des moyens armés, et il n'est pas nécessaire d'obtenir l'autorisation ou de recevoir l'ordre d'un pays ou d'une institution pour exercer ce droit. Conformément aux principes bien connus du droit international, il appartient aussi exclusivement aux nations de décider des circonstances dans lesquelles elles exercent ce droit ainsi que de la manière de le faire. À ceux qui ne cessent de parler de la nécessité d'empêcher un élargissement de ce conflit, et, bien sûr, la République islamique d'Iran n'a jamais cherché un débordement de la guerre et ne le cherchera jamais, nous disons que s'ils veulent réellement éviter la propagation de cette guerre, ils doivent faire pression sur le régime sioniste afin qu'il mette un terme immédiat et absolu à ses crimes de guerre.

Les récentes déclarations des autorités officielles et militaires du régime sioniste et ses actes à Gaza prouvent que les meurtres de plus de 7 000 civils, parmi lesquels plus de 62 % de femmes et d'enfants, les blessures et mutilations infligées à 17 000 civils, la coupure totale de l'approvisionnement en eau, électricité, carburant, nourriture et médicaments dont souffrent des millions de personnes, auxquelles il est impossible d'apporter une véritable aide humanitaire, ainsi que les destructions brutales et massives de quartiers résidentiels, de mosquées, d'églises, d'hôpitaux et d'infrastructures, sont des actes réalisés sciemment et dans un but clair de vengeance et de châtimement collectif, ce qui est explicitement interdit par le droit international. Cela ne laisse planer aucun doute sur le fait que ces actes sont une violation évidente du droit international et un cas manifeste de crime d'agression, de crime de guerre, de crime contre l'humanité et de génocide.

Les actions des États-Unis, qui participent directement à cette guerre en fournissant un soutien financier et des armes, en menant des actions militaires directes et en apportant un soutien politique effectif, constituent une violation manifeste de la Charte des Nations Unies et des obligations juridiques internationales de ce pays, ce qui les rend clairement responsables sur le plan international. En outre, puisque les États-Unis sont eux-mêmes directement impliqués dans la commission de crimes contre les Palestiniens, ils ne sont pas en mesure d'inviter les autres à faire preuve de retenue et à s'abstenir de propager cette guerre. Nous adressons donc une ferme mise en garde contre les conséquences incontrôlables du soutien financier, militaire et opérationnel illimité apporté par la Maison Blanche au régime de Tel-Aviv, qui a entraîné la multiplication et l'aggravation des bombardements contre les civils, les femmes et les enfants palestiniens à Gaza et en Cisjordanie.

La situation actuelle en Palestine prouve aussi clairement que tout effort de normalisation des relations avec Tel-Aviv revient à ignorer les droits légitimes et historiques de la nation palestinienne. Toute normalisation des liens avec le régime israélien est également vouée à l'échec.

Empêcher une escalade de la situation en Palestine, en particulier compte tenu des conditions turbulentes et tumultueuses qui règnent dans les différentes régions du monde, est une responsabilité mondiale et collective. Pour notre part, nous sommes prêts à jouer un rôle plus sérieux dans ce domaine, dans le prolongement des efforts que nous avons déployés récemment pour rétablir la paix et la

sécurité en Asie occidentale. À cet égard, les dirigeants du Hamas, le mouvement de libération de la Palestine, nous ont fait part de leur volonté de libérer des prisonniers non militaires, et la République islamique d'Iran est prête à jouer son rôle dans cette entreprise humanitaire très importante, aux côtés du Qatar et de la Türkiye. Bien entendu, la libération des 6 000 prisonniers palestiniens est une exigence et elle représente une autre responsabilité de la communauté internationale.

*M. Milambo (Zambie), Vice-Président, assume la présidence.*

Pour terminer, je tiens à remercier le Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, de sa position positive et réaliste et de ses efforts sur le terrain pour envoyer de l'aide humanitaire à Gaza et mettre fin immédiatement à la guerre. Je voudrais souligner que nous espérons que l'ONU utilisera une rhétorique affirmée, qu'elle obligera, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le régime sioniste à cesser immédiatement ses crimes de guerre, son génocide et ses massacres de civils, et qu'elle contribuera à la pleine réalisation du droit de la nation palestinienne à l'autodétermination. Bien entendu, il s'agit là d'un devoir et d'une obligation qui incombent par essence à l'ONU et dont la réalisation est retardée depuis des décennies pour les raisons que je viens de mentionner.

Nous espérons tous que la session en cours de l'Assemblée générale s'attaquera à la crise à Gaza et en Palestine. Nous espérons que l'Assemblée générale adoptera un projet de résolution fort, efficace et influent pour mettre fin immédiatement aux crimes de guerre à Gaza, lever le blocus humanitaire, permettre l'acheminement de l'aide humanitaire et arrêter le déplacement forcé des habitants de Gaza.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, S. E. M. Jean Asselborn.

**M. Asselborn** (Luxembourg) : Je remercie tout d'abord le Président d'avoir convoqué cette reprise de la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale.

Alors que la guerre continue malheureusement de faire rage au Moyen-Orient et que le risque d'escalade régionale est réel, nous regrettons que le Conseil de sécurité n'ait pas encore été en mesure d'assumer ses responsabilités et d'adopter une résolution sur la situation, en raison du veto et des divisions au sein du Conseil.

Dans ces circonstances, il est important que l'Assemblée générale puisse évoquer la question et que l'ensemble des États Membres qui le souhaitent puissent s'exprimer ici. La paix et la sécurité régionales et internationales sont effectivement en jeu.

Je l'ai déjà dit au Conseil de sécurité lors du débat public de haut niveau organisé par le Brésil avant-hier (voir S/PV.9451) : rien ne peut justifier les atrocités commises par les terroristes du Hamas et du Jihad islamique contre les civils israéliens le 7 octobre. Rien ne peut justifier ces actes barbares qui ont ébranlé le monde et que nous condamnons avec la plus grande fermeté, comme l'a fait le Secrétaire général.

Le Luxembourg réaffirme sans équivoque le droit d'Israël de se défendre dans le cadre du droit international. En même temps, je voudrais faire référence au Président Biden, qui a appelé Israël à ne pas se laisser guider par la rage, en rappelant que les États-Unis avaient commis des erreurs dans leur réaction aux attaques terroristes du 11 septembre 2001. Israël doit agir en pleine conformité avec le droit international humanitaire et assurer la protection des civils.

La population de Gaza n'est pas le Hamas. Elle ne saurait être tenue pour responsable des crimes commis par des terroristes, et elle ne saurait être punie collectivement pour ces crimes. Le Secrétaire général a appelé à la désescalade et à un cessez-le-feu humanitaire.

Dans une première étape, des pauses humanitaires devraient être établies, qui pourront mener, à terme, à un cessez-le-feu. Cela permettrait l'acheminement de l'aide humanitaire d'urgence, faciliterait la libération immédiate et inconditionnelle des otages et permettrait aussi de mettre en sécurité la population civile de Gaza afin de sauver des vies. Trop de vies de civils ont déjà été perdues.

Un accès humanitaire rapide et sans entrave doit être rétabli sans délai. Nous nous félicitons des premières livraisons d'aide humanitaire aux habitants de la bande de Gaza ces derniers jours et nous remercions le Secrétaire général, l'Égypte et les États-Unis d'avoir facilité le passage, en toute sécurité, de ces cargaisons. Cependant, la population de Gaza a besoin d'une assistance humanitaire qui soit durable et qui couvre l'ensemble des populations dans le besoin.

Jusqu'à présent, les livraisons d'aide d'urgence ne contenaient pas de carburant. Or ce carburant est essentiel pour permettre aux hôpitaux de fonctionner et aussi pour la désalinisation de l'eau. Les locaux de l'ONU et tous les hôpitaux, les cliniques et les écoles, pas plus que les

personnels humanitaires, ne doivent jamais être pris pour cible par les parties au conflit. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), dont les infrastructures abritent actuellement 600 000 personnes dans la bande de Gaza, et d'autres agences humanitaires sur le terrain doivent recevoir d'urgence le soutien dont ils ont besoin pour remplir leur mandat.

Pour sa part, notre pays, le Luxembourg, a décidé de contribuer 2,5 millions d'euros supplémentaires aux efforts humanitaires à Gaza et dans la région, en appui notamment à l'UNRWA, au Programme alimentaire mondial, au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et au Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Cette aide d'urgence porte notre appui à près de 12 millions d'euros pour l'année 2023.

Le conflit déclenché le 7 octobre a déjà fait plus de 6 000 victimes en Israël et dans le Territoire palestinien occupé. Des centaines d'enfants ont été tués. Trente-huit agents de l'UNRWA ont été tués. Je voudrais rendre hommage au travail héroïque de tous les acteurs humanitaires sur le terrain, qui bravent tous les dangers pour venir au secours des civils affectés par le conflit. Et je rends en particulier hommage au CICR, dont les équipes à Gaza travaillent dans des conditions très difficiles. Je me joins à l'appel du CICR : le droit international humanitaire doit être respecté par toutes les parties.

J'ai visité Gaza à plusieurs reprises depuis 2004, quand j'ai entamé mon mandat de Ministre. Gaza est, depuis des années, une prison à ciel ouvert et les conditions de vie y sont extrêmes. Les civils de Gaza souffrent doublement : du blocus israélien mais aussi des bombardements, et du fait que le Hamas les utilise comme boucliers humains. Il existe un risque sérieux que ce conflit se transforme en une conflagration régionale. Cela vaut aussi pour la Cisjordanie, où l'augmentation de la violence des colons et le transfert forcé de communautés palestiniennes ont atteint des niveaux alarmants.

Tout débordement du conflit doit absolument être évité. Pour cela, nous devons travailler de concert, au sein de la communauté internationale et avec les principaux acteurs de la région. La communauté internationale doit relancer d'urgence le processus de paix au Moyen-Orient et lui accorder toute l'attention qu'il mérite. L'initiative de la Journée pour la paix au Moyen-Orient, qui s'est tenue à New York en septembre, a constitué un premier pas dans cette direction.

Le Luxembourg reste attaché à une résolution pacifique du conflit israélo-palestinien qui assure le droit d'Israël à la sécurité, tout en respectant le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à la dignité. Une paix globale, juste et durable, basée sur la solution des deux États, à l'intérieur des frontières de 1967, avec deux États démocratiques vivant côte à côte en maintenant le statu quo sur les Lieux saints de Jérusalem, est la seule voie viable pour mettre un terme au cycle de la violence.

C'est dans cette voie que nous devons nous engager, au nom de notre humanité commune, l'humanité que nous partageons avec les Israéliens et avec les Palestiniens, avec les Palestiniens et avec les Israéliens.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des relations extérieures du Guatemala, S. E. M. Mario Adolfo Búcaro Flores.

**M. Búcaro Flores** (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Nous participons à la reprise de la dixième session extraordinaire d'urgence dans une période de tristesse et de douleur profondes pour l'humanité. Nous adressons nos plus sincères condoléances aux familles des nombreuses victimes. Nous sommes solidaires avec elles et exigeons la libération des otages, parmi lesquels se trouvent des nourrissons, des enfants, des femmes et des personnes âgées.

L'Assemblée générale ne saurait oublier que la crise face à laquelle nous sommes a été déclenchée par les attaques terroristes odieuses dont le Hamas s'est rendu coupable le 7 octobre et qui ont touché des Israéliens comme des Palestiniens et des personnes d'autres nationalités. Ces attaques ont fait des morts, causé des préjudices, infligé des souffrances, entraîné des destructions et débouché sur une situation humanitaire aux proportions gigantesques. Nous sommes également solidaires avec les travailleurs humanitaires qui luttent pour faire face à la gravité de la situation et adressons nos condoléances aux familles de celles et ceux qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs nobles fonctions.

Le Guatemala condamne une fois encore dans les termes les plus forts les attaques terroristes commises par le Hamas contre l'État d'Israël et ses civils. Le Hamas invoque la cause palestinienne pour justifier le terrorisme, commettant en cela une grave faute morale et une erreur stratégique très dommageables pour cette cause et pour les efforts internationaux qui sont déployés en vue d'instaurer la paix sur le territoire.

Nous condamnons également les attaques terroristes du Hezbollah contre Israël, en violation de la résolution qui a établi la Ligne bleue, soit la frontière entre Israël et le Liban (résolution 425 (1978)). Ces attaques coûtent la vie à des civils tant israéliens que palestiniens. Plus que jamais, il faut rappeler les paroles de Golda Meir : si les groupes propalestiniens déposaient les armes aujourd'hui, il n'y aurait plus de violence ; si les Israéliens déposaient les armes aujourd'hui, il n'y aurait plus d'Israël.

L'Assemblée générale doit reconnaître le droit de l'État d'Israël de se protéger et de défendre sa population contre le terrorisme. Ce n'est pas en s'y refusant qu'elle contribuera au dialogue, à la paix et à la sécurité dans la région, ni dans le monde. Au contraire, elle mettra l'humanité tout entière en péril.

L'Assemblée générale doit prendre des mesures tendant à réduire la polarisation et à décourager les actions et les discours qui incitent à la haine. La seule façon d'y parvenir consiste à nous élever ensemble contre le terrorisme, tout en condamnant clairement et sans ambiguïté les agissements du Hamas et des autres groupes terroristes animés par une idéologie extrémiste et en exigeant qu'ils cessent d'installer des arsenaux et des infrastructures terroristes dans les sous-sols d'hôpitaux, d'écoles et de centres religieux, car cela compromet la protection des civils, qui sont utilisés comme boucliers humains.

Face à la situation catastrophique due à ce terrible conflit, nous sommes satisfaits de savoir que l'aide humanitaire parvient à la population, et nous encourageons les pauses humanitaires. Toutefois, il convient de veiller à ce que les groupes terroristes ne profitent pas de ces pauses pour perpétrer de nouvelles attaques qui toucheraient les civils et aggraverait une situation déjà désastreuse.

Pour que l'ONU s'acquitte dûment de sa responsabilité de prévenir et de régler les conflits qui portent atteinte à la paix et à la sécurité internationales, que ce soit par l'intermédiaire du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale, il faut adopter des projets de résolution équilibrés qui tiennent compte de tous les aspects du problème, notamment, en l'occurrence, le droit d'Israël de se défendre et de se protéger, et de protéger sa population.

Il est encore temps de sauver des vies et de promouvoir le dialogue et la négociation entre les parties afin d'arriver à une paix globale fondée sur la vision de deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix. Cependant, il est impératif de rappeler que l'État d'Israël a le droit souverain de protéger ses

citoyens et d'assurer sa sécurité. Or, le projet de résolution (A/ES-10/L.25) soumis à l'Assemblée générale ne le fait pas, et c'est pourquoi le Guatemala votera contre. Nous exhortons tous les États Membres ici représentés aujourd'hui et tous les États Membres en général à envisager d'en faire autant.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie, S. E. M<sup>me</sup> Retno Lestari Priansari Marsudi.

**M<sup>me</sup> Marsudi** (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je m'exprime aujourd'hui non seulement en tant que Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie, mais également en tant que femme, et en tant que mère, et grand-mère. J'implore les parties concernées d'arrêter le massacre, de protéger les civils, de laisser entrer l'aide humanitaire et de faire preuve de bonté, au nom de la justice et de l'humanité.

Maintes fois, dans cette salle, nous avons tenté d'améliorer le sort de nos frères et sœurs de Palestine. Maintes fois, nous avons demandé à l'Assemblée générale de convoquer une session d'urgence sur la situation des Palestiniens. Maintes fois, nos espoirs ont été anéantis à cause d'intérêts politiques étroits. C'est comme si le monde avait plusieurs réalités, comme si l'on refusait de voir la catastrophe de Gaza.

Le fait est que les attaques et les meurtres se poursuivent. Pourtant, face à tant de victimes, le Conseil de sécurité reste paralysé, alors même qu'il lui faut agir, et agir de manière énergique. Il y a deux jours, nous lui avons rappelé l'obligation morale qui lui incombe de sauver la vie des innocents (voir S/PV.9451). Nous devons ramener l'humanité au Conseil de sécurité. L'humanité doit primer.

Je suis ici aujourd'hui pour défendre la justice et l'humanité. Je le répète : pour défendre la justice et l'humanité. L'Indonésie condamne dans les termes les plus forts la violence d'Israël contre les Palestiniens, les hôpitaux et les lieux de culte de Gaza. Les meurtres, enlèvements et châtiments collectifs de civils doivent également être condamnés pour leur caractère aveugle et parce qu'ils sont inhumains et contraires au droit international.

La présente session doit saisir l'occasion que le Conseil de sécurité est en train de manquer. L'Assemblée générale doit prouver que nous, peuples des Nations Unies, croyons en la dignité et la valeur de la vie humaine. À cet effet, il convient de prendre trois mesures concrètes.



Premièrement, nous devons arrêter l'agression afin d'empêcher de nouvelles pertes civiles. Il faut pour cela que l'Assemblée générale exige un cessez-le-feu immédiat et durable, qui soit pleinement respecté. Nous devons par ailleurs trouver le moyen d'empêcher la commission d'atrocités à l'avenir. Pour cela, il faut que l'Assemblée demande l'application du principe de responsabilité, notamment par la création d'une commission d'enquête indépendante sur cette situation humanitaire épouvantable.

Deuxièmement, il importe de garantir l'accès humanitaire et la protection des civils. Je demande à l'Assemblée générale, ainsi qu'aux organismes compétents des Nations Unies, d'intensifier leurs efforts en vue de fournir une aide humanitaire à Gaza. Nous devons continuer d'appuyer les efforts déployés par le Secrétaire général et quelques pays clefs pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire. Compte tenu de la destruction et de la souffrance humaine à Gaza, 10, 20 ou 100 camions de produits humanitaires ne suffisent pas. C'est pourquoi l'Assemblée générale doit appeler à une aide humanitaire immédiate, sans entrave et durable. Pour notre part, nous triplerons notre contribution volontaire à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et nous appelons la communauté internationale à lui apporter son soutien. L'Indonésie s'est également engagée à envoyer de l'aide humanitaire.

Troisièmement, tout transfert forcé des civils de Gaza doit être exclu. On ne saurait contraindre les populations à se déplacer contre leur gré. L'appel à l'évacuation des zones du nord de Gaza vient aggraver la dévastation causée par les bombardements continus des maisons, les coupures d'électricité, de gaz et d'eau, les pénuries de carburant et les années de punition collective. Cela constitue un crime contre l'humanité. L'Assemblée générale doit demander l'annulation des ordres d'évacuation, protéger les civils, assurer leur sécurité et leur bien-être, en particulier les enfants, et leur permettre de se déplacer en toute sécurité.

Enfin, il n'y aura pas de paix tant que nous n'aurons pas remédié aux causes profondes du conflit. Il est impératif de reprendre le processus de paix en vue de mettre en œuvre la solution des deux États. Nous devons mettre un terme aux efforts systématiques déployés par la Puissance occupante ; à défaut, il risque de ne plus rien y avoir à négocier, ni plus personne avec qui négocier. Nous ne devons pas permettre que les Palestiniens n'aient d'autre choix que celui de se résigner à l'injustice pour le

reste de leur vie. Nous avons le devoir de mettre un terme à l'injustice maintenant. Ça suffit !

Enfin, si les membres se soucient de l'humanité, ils doivent écouter leur cœur et voter pour le projet de résolution (A/ES-10/L.25). L'Indonésie est aux côtés du peuple palestinien.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de l'Algérie, S. E. M. Ahmed Attaf.

**M. Attaf** (Algérie) (*parle en arabe*) : La délégation algérienne remercie le Président de l'Assemblée générale et lui exprime sa gratitude pour la reprise de cette dixième session extraordinaire d'urgence, à la demande conjointe du Groupe des États arabes et de l'Organisation de la coopération islamique. Nous l'avons demandée parce que le Conseil de sécurité s'est montré incapable de protéger véritablement la Charte des Nations Unies, les buts et principes qui y sont énoncés, ainsi que la paix et la sécurité internationales.

Nous nous exprimons une nouvelle fois devant cet organe inclusif de l'Organisation afin de pallier l'incapacité du Conseil de sécurité à assurer la protection nécessaire du peuple palestinien et à remédier aux malheurs qui frappent la bande de Gaza, blessée, opprimée et endeuillée. Une fois de plus, nous nous tournons vers l'Assemblée générale en raison de la paralysie du Conseil de sécurité qui l'empêche d'honorer ses responsabilités et obligations concernant la question palestinienne, et de son incapacité à agir pour tempérer l'occupant israélien et prévenir sa tyrannie et sa domination sur des personnes innocentes en Palestine, et plus particulièrement dans la bande de Gaza.

Nous voici à nouveau en train d'en appeler à l'Assemblée générale, pour faire en sorte que justice soit rendue au peuple palestinien et que sa juste cause soit défendue. Nous sommes ici pour veiller au respect de ses aspirations légitimes à établir un État national souverain. Nous sommes ici pour un peuple qui a été spolié de ses droits, mais dont la résilience demeure intacte. Les territoires de ce peuple ont été saisis. Ses biens ont été détruits. Pourtant, il reste déterminé à imposer sa présence. Ces personnes et leurs revendications ont été ignorées. Pourtant, elles font preuve de ténacité et de résilience. Elles continueront à défendre vigoureusement leurs droits. Le peuple palestinien a payé, et continue de payer, un très lourd tribut. Un tel prix ne peut être payé que par ceux qui se battent pour une noble cause, une

quête inaliénable qui fait partie intégrante d'un projet national inébranlable.

À d'innombrables reprises au cours des 70 dernières années, nous avons constaté l'existence d'une complaisance au sein du Conseil de sécurité. Nous avons été les témoins d'un cercle vicieux qui ne peut être brisé, et qui ne l'a jamais été, malgré ses ramifications et toutes les répercussions et les dommages qu'il a causés de manière constante et répétée. Aujourd'hui, comme auparavant, nous sommes témoins des mêmes causes, des mêmes conséquences terribles, d'une occupation israélienne débridée, et des crimes les plus abominables et les plus odieux, sans aucune solution définitive, durable et juste à la question palestinienne. Nous sommes également témoins du fait que la paix, la sécurité et la stabilité dans cette partie du monde sont prises en otage.

Les Palestiniens en ont assez du deux poids, deux mesures et du laxisme dont bénéficie l'occupation israélienne. Pire encore, le peuple palestinien souffre de l'indifférence de la communauté internationale face à l'oppression et à la tyrannie dont il est victime. Lorsque la situation s'apaise, les Palestiniens s'entendent dire que leur cause n'est pas une priorité pour la communauté internationale. Lorsque les Palestiniens sont victimes d'attaques, tous les maigres et modestes efforts sont consacrés à remédier aux conséquences de l'absence de paix, au lieu d'œuvrer à l'instauration de celle-ci.

Toute une génération de Palestiniens n'a jamais connu d'avancée sur le chemin de la paix. Toute une génération n'a été témoin d'aucune initiative sérieuse en vue de relancer des efforts dans ce sens. Une génération entière de Palestiniens n'a jamais vu la communauté internationale prendre la moindre mesure pour remédier à la situation et répondre à ses aspirations légitimes à retrouver sa liberté, à mettre fin à l'occupation de sa terre, à jouir de ses droits et à créer un État indépendant.

N'est-il pas grand temps de remédier à cette situation anormale, qui constitue une violation des valeurs et principes de l'Organisation ? N'est-il pas grand temps de mettre fin à cette injustice historique infligée à un peuple dont la patience est épuisée face à un occupant tyrannique et arrogant ? N'est-il pas grand temps de lancer un mouvement international pour la paix qui sera en mesure de rendre espoir aux Palestiniens ? Un tel mouvement serait sérieux et honnête et aurait pour objet de défendre les droits nationaux, inaliénables et intemporels du peuple palestinien, des droits qui ne peuvent être retirés.

Remédier à la situation dangereuse dans les territoires palestiniens occupés exige de prendre rapidement des mesures urgentes pour mettre fin à l'agression injuste d'Israël contre la bande de Gaza. Nous devons aider le peuple palestinien et lui accorder une protection internationale. Nous devons prendre des mesures collectives avec la participation de toutes les parties internationales actives et qui ont de l'influence. Nous parviendrions ainsi à une paix juste et durable au Moyen-Orient sur la base du mandat convenu par la communauté internationale.

L'Assemblée générale a toujours été l'enceinte destinée à soutenir les justes causes, à commencer par la question palestinienne. Dans ces circonstances désastreuses, il revient à l'Assemblée générale de réaffirmer son approche constante et sa volonté de défendre les piliers juridiques qui permettraient de créer un État palestinien indépendant et pleinement souverain. De ce point de vue, l'Algérie appelle de nouveau l'ONU à accorder le statut de Membre à part entière à l'État de Palestine, consacrant ainsi les droits juridiques, politiques, moraux et éthiques de l'État de Palestine. Cela permettrait à cet État de rejoindre la communauté des Nations, d'être entendu et de défendre ses priorités. Cela constituerait un pas décisif en vue de contrer les tentatives de dénaturer et de diluer la question palestinienne, que l'on veut enterrer vivante mais qui se refuse à mourir. C'est un objectif important qui mérite tous les moyens et toutes les possibilités qu'offre l'Assemblée générale et qui lui permettent de jouer un rôle clef et déterminant dans la réalisation de ce noble objectif en vue de réaliser concrètement le projet national palestinien.

**M<sup>me</sup> Taylor Jay** (Colombie) (*parle en espagnol*) : Je salue l'initiative de la reprise de la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, qui donne à la communauté internationale l'occasion de faire entendre sa voix pour rejeter et condamner fermement la violence et la souffrance causée à la population civile, en particulier ses membres les plus vulnérables, à savoir les femmes, les enfants, les personnes âgées et malades, au Moyen-Orient.

La Colombie réaffirme son appui historique à un règlement pacifique, définitif et global de la question palestinienne, fondé sur une solution à deux États vivant côte à côte à l'intérieur de frontières sûres, conformément aux dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Nous regrettons profondément l'escalade glaçante de la violence observée au cours des dernières semaines et les violations continues du droit international humanitaire. La reprise de la

dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée montre que l'absence d'un règlement définitif, conformément au droit international, du conflit entre Israël et la Palestine a des conséquences déplorables pour la population civile, déstabilise la région et remet en question le sens même de la vie et de l'humanité.

Tout conflit est complexe et comprend de multiples variables qui doivent être prises en compte pour parvenir à un règlement pacifique et définitif. C'est un enseignement que mon pays, la Colombie, a retenu après le conflit qu'elle a connu et dont elle a souffert. Durant des décennies de conflit armé marquées par de multiples tentatives de négocier la paix, nous avons appris qu'un véritablement renoncement à exprimer ses désaccords par la violence est essentiel pour permettre aux sociétés de s'orienter vers une coexistence pacifique. C'est l'invitation que le Gouvernement du Président Gustavo Petro Urrego émet chaque jour depuis le début de son mandat, que ce soit à l'intérieur du pays ou dans diverses enceintes internationales, parce que nous savons bien que la violence ne fait qu'engendrer davantage de violence et de pertes en vies humaines, laissant dans son sillage un héritage regrettable et désastreux pour les générations futures.

La Colombie regrette que le Conseil de sécurité ne soit pas en mesure de condamner fermement et de façon unanime les violations du droit international humanitaire qui continuent de se produire chaque jour, et elle demande avec insistance à la communauté internationale de manifester sans équivoque sa volonté de respecter les mandats énoncés dans les instruments réglementaires en vigueur et son engagement à cet égard. Nous saluons les efforts que déploient plusieurs pays pour mettre fin à la violence et garantir l'acheminement de l'aide humanitaire vers la bande de Gaza et les autres territoires touchés par le conflit. Nous renouvelons notre appel à la cessation immédiate des hostilités, au respect du droit international humanitaire et à la protection de la vie. Enfin, nous insistons sur l'appel du Président Gustavo Petro Urrego concernant la nécessité de convoquer une conférence mondiale de paix pour apporter une solution définitive au conflit israélo-palestinien.

**M<sup>me</sup> Štiglic** (Slovénie) (*parle en anglais*) : La situation désastreuse et sans précédent qui sévit sous nos yeux est un test pour le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et l'Organisation dans son ensemble. Nous espérons que le Conseil de sécurité parviendra bientôt à s'unir pour s'exprimer d'une seule voix et parler aux civils dans la région. Le silence actuel est assourdissant.

Comme l'a déclaré le Coordonnateur spécial Wennesland,

« Je crains que nous soyons au bord d'un abîme profond et dangereux qui pourrait changer la trajectoire du conflit israélo-palestinien, voire celle du Moyen-Orient tout entier » (*S/PV.9443, p. 2*).

Comme la plupart des pays représentés dans cette salle, la Slovénie est profondément troublée par la détérioration rapide de la situation. Le conflit pourrait facilement devenir incontrôlable, s'intensifier et s'étendre à l'ensemble de la région. Nous prenons acte des efforts déployés par l'ONU et plusieurs États et dirigeants pour éviter la crise et la catastrophe humanitaire. Nous appelons tous les pays de la région et au-delà à agir de manière responsable, à coopérer et à participer à un dialogue constructif pour désamorcer ce conflit.

Rien ne peut justifier l'attaque terroriste brutale du Hamas contre Israël, et nous la condamnons fermement. Elle a déclenché un nouveau cycle de violences et de souffrances pour les civils. Nous appelons à la libération immédiate et sans condition de tous les otages. Le droit international confère à Israël un droit de légitime défense. Dans le même temps, le droit international garantit la protection de tous les civils en période de conflit. Les scènes dont nous sommes témoins sont tragiques. La majorité des personnes qui souffrent le plus, ce sont les femmes et les enfants. Aucun civil ne doit être pris pour cible ; les civils ne doivent pas non plus être pris en otage ou utilisés comme boucliers humains.

La Slovénie demande à toutes les parties de respecter pleinement le droit international humanitaire et les principes humanitaires. Nous soutenons tous les efforts déployés par le Secrétaire général et d'autres entités du système des Nations Unies pour remédier à la situation humanitaire urgente. Sans accès à l'eau, aux denrées alimentaires, aux fournitures médicales, au carburant, au gaz et à l'électricité, et avec des attaques constantes contre des biens civils, des écoles, des hôpitaux et des abris protégés, la situation déjà précaire à Gaza tourne à la catastrophe humaine. Il est urgent d'instaurer un cessez-le-feu ou des pauses humanitaires et de mettre en place des couloirs humanitaires qui permettront un accès rapide, durable, sans entrave et sûr de l'aide humanitaire, du matériel et du personnel à Gaza, et sa distribution à l'intérieur de la bande de Gaza.

Nous devons considérablement augmenter notre aide humanitaire pour répondre aux besoins immenses sur le terrain. La Slovénie salue le travail accompli par

les organismes humanitaires et leur personnel à Gaza, qui continuent de fournir assistance et protection à la population, souvent au prix de grands sacrifices, payant de leur vie le prix ultime. Consciente de la détérioration de la situation humanitaire, la Slovénie a récemment augmenté de manière substantielle sa contribution financière à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et à ses activités de soutien au peuple palestinien.

Il est important, urgent et primordial de reprendre un véritable processus politique qui aboutira à la solution de deux États vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité. La Slovénie a appuyé et continuera d'appuyer les initiatives visant à renforcer le processus de paix au Moyen-Orient, notamment l'initiative baptisée Journée de la paix. La question palestinienne est depuis trop longtemps un terrain d'essai pour l'Organisation. Il est grand temps de respecter la Charte des Nations Unies et de remplir la mission qu'elle nous a confiée : préserver les générations futures du fléau de la guerre. Faisons en sorte que l'humanité l'emporte.

**M. Sztáray** (Hongrie) (*parle en anglais*) : Nous nous associons à la déclaration qui sera faite par le représentant de l'Union européenne. Je souhaite faire les observations suivantes à titre national.

Le 7 octobre, le Hamas a lancé l'opération « Déluge d'Al-Aqsa », une attaque surprise brutale contre Israël au cours de laquelle plus de 3 000 missiles ont été tirés. Environ 1 500 terroristes se sont infiltrés en Israël, prenant pour cible des civils et des lieux civils, notamment des zones résidentielles. Cette attaque a fait plus de 1 400 morts et plus de 4 000 blessés, et plus de 200 soldats et civils ont été pris en otage. Je suis ici aujourd'hui pour condamner avec la plus grande fermeté les attaques terroristes barbares et odieuses perpétrées par le Hamas et les tirs aveugles de missiles dirigés contre les civils israéliens.

Les civils palestiniens doivent être protégés. Dans ce contexte, cela signifie que le Hamas doit cesser de les utiliser comme boucliers humains. Compte tenu des violentes attaques terroristes perpétrées par le Hamas, la Hongrie insiste fortement sur le droit d'Israël à la légitime défense. Nous appelons le Hamas à cesser ses attaques contre Israël et à libérer immédiatement et sans condition tous les otages, afin de mettre fin à l'effusion de sang et d'épargner à tous les civils de nouvelles souffrances.

La région vit l'une des crises les plus difficiles de son histoire moderne. Par conséquent, nous ne devons

ménager aucun effort diplomatique collectif et utiliser toutes nos capacités collectives et nous mobiliser de concert pour parvenir à une désescalade des tensions et éviter que cette lutte contre la terreur ne se transforme en un véritable conflit militaire entre pays, qui plongera la région dans les horreurs de la guerre. Que l'on ne se méprenne pas : les groupes armés et extrémistes qui opèrent dans la région mettront tout en œuvre pour tirer parti de ce conflit afin de poursuivre leurs visées déstabilisatrices.

L'acheminement immédiat, sûr, durable et sans entrave de l'aide humanitaire doit permettre d'atteindre les civils vulnérables qui en ont réellement besoin à Gaza, et, parallèlement, il faut faire en sorte que cette aide ne soit pas détournée par des organisations terroristes. De plus, il faut que l'aide humanitaire et le soutien médical parviennent aux personnes retenues en captivité. Il est impératif que les belligérants continuent de faire preuve d'un minimum d'humanité, même dans les pires moments de la guerre. Nous saluons les efforts considérables déployés par l'Égypte, les institutions spécialisées des Nations Unies et le Comité international de la Croix-Rouge pour faciliter l'acheminement de l'aide.

*Le Président assume de nouveau la présidence.*

Comme je l'ai mentionné au début de mon propos, prévenir une escalade régionale, notamment la détérioration de la situation en Cisjordanie, doit être notre priorité. Nous appelons toutes les parties à s'abstenir de toute mesure susceptible d'aggraver la situation. Nous soulignons une fois de plus la nécessité d'entamer un dialogue élargi avec l'Autorité palestinienne et les autorités israéliennes, ainsi qu'avec les partenaires régionaux et internationaux susceptibles de jouer un rôle constructif pour prévenir une nouvelle escalade. Nous demeurons attachés à une paix durable et pérenne, aux fins de laquelle il faut redoubler d'efforts.

Le monde se trouve à la croisée des chemins. La paix et la sécurité internationales n'ont jamais été aussi mises à mal depuis la guerre froide. Pourtant, la communauté internationale et l'ONU n'ont, une fois de plus, pas pu s'acquitter de leur mandat, stabiliser le conflit ou rétablir la paix. Tout en admettant que la situation au Moyen-Orient est, dans l'ensemble, extrêmement complexe et multidimensionnelle, et qu'il n'existe pas de solution facile, nous nous devons de souligner qu'il faut empêcher les terroristes d'atteindre leur objectif. Nous ne devons pas laisser ces attaques terroristes mettre en péril les acquis récents obtenus de haute lutte, notamment les Accords d'Abraham. Nous ne devons pas laisser les



ténèbres du terrorisme éteindre cette lueur d'espoir. Les attaques terroristes ne doivent jamais être tolérées, car cela fragiliserait le fondement même des sociétés démocratiques et pacifiques.

**M. Peñalver Portal** (Cuba) (*parle en espagnol*) : Nous suivons avec une profonde consternation et beaucoup d'émotion les terribles événements qui se déroulent au Moyen-Orient. Dans ce contexte, Cuba soutient la reprise de la dixième session extraordinaire d'urgence. La principale priorité de l'Assemblée générale à l'heure actuelle doit être d'obtenir une cessation de la violence et la fourniture d'une aide humanitaire urgente et suffisante à la population palestinienne.

Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat et appelons à mettre fin aux discours bellicistes. Il faut empêcher le déplacement forcé des Palestiniens de la terre qui leur appartient de droit. Cuba exprime une nouvelle fois sa profonde préoccupation devant l'escalade de la violence sur le terrain, conséquence de 75 ans de pratiques israéliennes d'occupation illégale et de colonisation, en violation flagrante des droits inaliénables du peuple palestinien sur son propre territoire. C'est aussi le résultat du non-respect de longue date des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et le droit international, y compris de nombreuses résolutions pertinentes des organes de l'ONU.

Face à la catastrophe humanitaire en cours sur le Territoire palestinien occupé de Gaza et de la Cisjordanie, Cuba réaffirme sa solidarité indéfectible avec la cause palestinienne et arabe. Nous condamnons avec la plus grande fermeté les meurtres de civils, en particulier de femmes, d'enfants et de travailleurs humanitaires des Nations Unies, les bombardements sans discrimination dirigés contre la population de Gaza et la destruction de logements, d'hôpitaux et d'infrastructures civiles.

Cuba dénonce et a toujours dénoncé le meurtre de civils et d'innocents de toutes les parties impliquées dans ce conflit, indépendamment de leur appartenance ethnique, de leur nationalité ou de leur religion, comme l'a mentionné le Vice-Premier Ministre de la Jordanie dans la déclaration qu'il a faite au nom du Groupe des États arabes. Nous condamnons également le fait que la population de Gaza est privée d'eau, de nourriture, d'électricité et de carburant, ce qui aggrave considérablement la situation humanitaire déjà fragile résultant du blocus de la bande de Gaza, qui constitue une violation flagrante du droit international humanitaire.

Rien ne peut justifier de tels agissements, qui constituent une peine collective, de graves violations du droit international humanitaire, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. L'impunité avec laquelle agit le Gouvernement israélien ne peut s'expliquer que par sa certitude qu'il n'aura pas à répondre de ses actes et qu'il bénéficie de l'appui du Gouvernement des États-Unis.

Il est honteux qu'une fois de plus, le Conseil de sécurité ait été incapable de s'acquitter de son mandat. Il est regrettable que les États-Unis aient mis leur veto à 46 projets de résolution du Conseil de sécurité relatifs à la situation au Moyen-Orient, y compris ceux concernant la question palestinienne, le dernier en date (S/2023/773) remontant à quelques jours seulement (voir S/PV.9442).

Il faut en finir avec le deux poids, deux mesures, la sélectivité et la manipulation politique, qui nuisent à la paix et à la sécurité internationales. Nous demandons au Gouvernement des États-Unis de ne pas continuer à paralyser le Conseil de sécurité en utilisant le droit de veto antidémocratique et obsolète pour protéger les méfaits de la Puissance occupante. Il est temps que le Conseil de sécurité joue son rôle et applique ses propres résolutions sur la question palestinienne.

Nous exprimons une nouvelle fois notre ferme rejet de l'occupation israélienne du territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est. Outre la politique d'annexion illégale appliquée par d'Israël et toutes ses pratiques de colonisation, nous condamnons les plans latents d'annexion de territoires palestiniens de la vallée du Jourdain et d'autres zones de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

Nous appelons à la mobilisation urgente, sous la coordination de l'ONU, d'une aide humanitaire d'urgence pour remédier à la situation catastrophique à Gaza. Nous exhortons toutes les parties concernées à faciliter l'entrée et la distribution de cette aide humanitaire indispensable. Nous appelons les États Membres à assurer un financement suffisant, prévisible et durable de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Il importe plus que jamais de lui apporter tout l'appui possible afin qu'il puisse mener à bien son important travail sur le terrain.

Nous insistons sur la nécessité urgente de parvenir à un règlement global, juste et durable du conflit israélo-palestinien, sur la base de la création de deux États indépendants, qui permette au peuple palestinien d'exercer son droit à disposer de lui-même et à disposer d'un État indépendant et souverain à l'intérieur des frontières

d'avant 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et qui garantisse le droit au retour des réfugiés.

Cuba apportera son soutien et contribuera, dans toute la mesure possible, aux efforts internationaux légitimes déployés pour mettre un terme au massacre qui dure depuis maintenant 20 jours. Chaque moment d'inaction coûtera la vie à d'autres innocents. Nous devons agir sans plus attendre.

**M. Mohamed Laghdaf** (Mauritanie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) en ma qualité de Président du Groupe de l'OCI à New York.

Nous nous réunissons aujourd'hui pour la reprise de la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale à la suite de l'échec du Conseil de sécurité dû au recours au veto par un membre permanent, qui a une fois de plus sapé la capacité du Conseil à s'acquitter du devoir qui lui incombe en vertu de la Charte des Nations Unies, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la protection des civils, en ce qui concerne la situation dramatique dans la bande de Gaza et dans le reste du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Bien que l'Assemblée ait affirmé à plusieurs reprises que l'ONU a une responsabilité permanente à l'égard de la question de Palestine jusqu'à ce qu'elle soit réglée équitablement dans tous ses aspects, conformément au droit international, la communauté internationale continue de manquer à ses obligations envers le peuple de Palestine en ce qui concerne son droit inaliénable à l'autodétermination et son droit au retour. Ces droits continuent à leur être déniés et à faire l'objet d'atteintes systématiques et flagrantes de la part d'Israël.

Israël, Puissance occupante, persiste dans son mépris flagrant de l'état de droit, y compris de la Charte, du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, tout en commettant de graves violations en toute impunité. Nous assistons donc à un nouvel assaut israélien contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza, un assaut qui a dépassé tous les niveaux de brutalité et d'inhumanité et qui terrorise l'ensemble de la population civile, faisant des milliers de victimes innocentes.

Depuis le 24 octobre, plus de 6 000 Palestiniens ont été tués dans la bande de Gaza par les frappes aériennes et les bombardements israéliens, les femmes et les enfants représentant 68 % des victimes. Plus de 16 291 Palestiniens ont été blessés. Plus de 1 550 personnes sont portées

disparues, présumées piégées et mortes sous les décombres, parmi lesquelles des centaines d'enfants.

Il est choquant de constater qu'en l'espace de deux semaines, depuis le lancement de l'agression militaire israélienne contre Gaza, quelque 1,5 million de civils palestiniens ont été déplacés de force de leurs maisons, et que près de 590 000 personnes se retrouvent entassées dans 100 abris d'urgence, mis en place par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), selon les données disponibles fournies par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Ces personnes, apeurées, ont fui vers ces abris, cherchant refuge sous la bannière de l'ONU, alors que leurs maisons, leurs quartiers, leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs mosquées et leurs églises ont été détruits de manière aveugle et délibérée par les frappes aériennes israéliennes, en violation flagrante du droit international humanitaire. En effet, comme nous le savons tous maintenant, même les installations de l'ONU ne sont pas épargnées : 39 écoles et installations de l'UNRWA ont été touchées par des frappes israéliennes, qui ont fait des morts et des blessés parmi les civils, causé des dégâts aux infrastructures et semé une peur et une panique généralisées ; et 29 membres du personnel de l'UNRWA ont été tués dans des attaques israéliennes, ainsi que d'autres travailleurs humanitaires dans la bande de Gaza.

Nous réitérons l'appel lancé par le Comité exécutif de l'OCI à sa réunion extraordinaire à composition non limitée, qui s'est tenue au niveau des ministres des affaires étrangères le 18 octobre dernier, en faveur d'une cessation immédiate de l'agression israélienne illégale et inhumaine contre le peuple palestinien, rejetant les attaques contre les civils sous quelque prétexte que ce soit. Le déplacement forcé de civils, le fait de les affamer et le refus de les laisser accéder en toute sécurité à l'aide humanitaire et aux fournitures essentielles à leur survie sont autant d'agissements contraires aux normes et lois internationales, notamment la Charte des Nations Unies, le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, ainsi qu'aux valeurs et principes humains communs les plus élémentaires. De tels agissements sont illégaux et répréhensibles. Ils doivent être condamnés avec force et cesser immédiatement. En attendant, il faut contraindre Israël, Puissance occupante, à respecter toutes les obligations que lui impose le droit international, sans exception, et à répondre de ses violations de celui-ci.

Nous soulignons par la présente qu'un cessez-le-feu s'impose de toute urgence et que la protection de la population civile dans la bande de Gaza ainsi que dans le reste du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, doit être assurée. Tous les efforts déployés à l'heure actuelle doivent donner la priorité à la protection et à la sécurité des vies humaines, conformément au droit international et à nos obligations et valeurs morales et humanitaires communes.

En outre, Israël doit mettre fin au siège inhumain qu'il impose à Gaza. À cet égard, l'OCI souligne la nécessité urgente de fournir une aide humanitaire et médicale et des secours immédiats et soutenus, notamment des vivres, de l'eau, du carburant, de l'électricité et des articles d'urgence non alimentaires, à la bande de Gaza, notamment par l'intermédiaire des organismes des Nations Unies, en particulier l'UNRWA. L'aide fait cruellement défaut, en particulier pour les 1,4 million de personnes qui ont été déplacées de force de leurs foyers et qui ont tout perdu à cause de l'agression.

L'OCI tient également à appeler l'attention des membres sur la violence systématique d'Israël, ses violations des droits humains et ses actes de provocation, d'incitation et de terreur visant la population civile palestinienne en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, qui n'ont pas cessé un seul jour. Depuis le début du mois, les forces d'occupation israéliennes et les colons extrémistes intensifient leurs actes de violence contre la population dans les villes, les villages et les camps de réfugiés, tuant des milliers de Palestiniens, y compris des enfants. Ils démolissent des milliers d'habitations civiles, profanent des lieux saints islamiques et chrétiens, incendient des propriétés, détruisent des cultures et déracinent des arbres. Ils déplacent de force des milliers de personnes, dont une majorité d'enfants. Des centaines de Palestiniens ont été arrêtés et sont emprisonnés. Tous ces agissements constituent de graves violations du droit international et des résolutions pertinentes de l'ONU.

L'Assemblée générale, réunie pour la présente session dans le cadre du mécanisme « L'union pour le maintien de la paix », doit se pencher sur cette grave situation et apporter sa contribution pour faire respecter le droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme. Elle doit également continuer d'appeler le Conseil de sécurité à s'acquitter du devoir qui lui incombe, en vertu de la Charte des Nations Unies, de maintenir la paix et la sécurité internationales, qui seront menacées par l'injustice

persistante et ses conséquences profondes tant que l'application du principe de responsabilité et une solution juste resteront hors d'atteinte.

Il est évident que l'absence de toute dissuasion morale, juridique ou politique ne fait qu'enhardir Israël, Puissance occupante, à poursuivre en toute impunité ses politiques illégales de colonisation, d'annexion et de blocus ; de déplacement forcé de civils palestiniens ; de nettoyage ethnique systématique ; d'actes de terrorisme organisés ; et de profanation de lieux saints, en particulier la mosquée Al-Aqsa. Israël persiste dans son déni et sa violation des droits inaliénables du peuple palestinien, y compris ses droits à l'autodétermination et à l'indépendance. Il faut mettre fin à cette situation illégale.

L'OCI exprime son profond regret que la paralysie du Conseil de sécurité l'empêche de s'acquitter de son devoir et de faire respecter ses propres résolutions. Le Conseil manque à ses obligations historiques concernant la question de Palestine, obligations qui n'ont toujours pas été remplies après plus de 75 ans, ce qui compromet gravement son rôle clef dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales et dans la protection des civils sans défense, y compris la population civile palestinienne dans la bande de Gaza ainsi que dans le reste du Territoire palestinien occupé.

Le maintien du veto est inadmissible et irresponsable dans cette situation de crise. Par conséquent, la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité, doit prendre immédiatement et de toute urgence des mesures pour mettre un terme à l'agression israélienne, mettre fin à l'impunité et veiller à ce qu'Israël, Puissance occupante, réponde de ses crimes de guerre et de ses crimes contre l'humanité, y compris de l'agression actuelle et du blocus illégal qu'il impose depuis 60 ans à la bande de Gaza. La communauté internationale doit assurer la protection du peuple palestinien et faire en sorte que des couloirs humanitaires soient ouverts afin de permettre à toutes les fournitures nécessaires, médicaments, denrées alimentaires, eau, carburant et autres produits de première nécessité, de parvenir sans délai la population civile de Gaza. Nous formulons l'espoir que l'action de l'Assemblée générale apportera une contribution tangible à cet égard, et nous demandons que ses décisions soient pleinement respectées.

Pour terminer, je réaffirme l'appui historique de l'OCI à la réalisation des droits légitimes et inaliénables du peuple palestinien à l'autodétermination, ainsi qu'à la souveraineté et à l'indépendance de l'État de Palestine sur tout le Territoire palestinien occupé depuis 1967, avec

Jérusalem-Est pour capitale, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU et à l'Initiative de paix arabe.

*(l'orateur poursuit en arabe)*

Je voudrais maintenant faire une déclaration au nom de la Mauritanie sur ce qu'il se passe dans la bande de Gaza.

Je tiens tout d'abord à remercier le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies de la rapidité avec laquelle il a répondu à notre demande de reprendre cette dixième session extraordinaire d'urgence.

La délégation de mon pays s'associe à la déclaration du Groupe des États arabes, faite par S. E. M. Ayman Safadi, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et des expatriés du Royaume hachémite de Jordanie, pays frère, à la suite de l'incapacité regrettable du Conseil de sécurité de trouver une solution à la tragédie en cours.

Les membres du Groupe des États arabes et de l'OCI, ainsi que les membres du Mouvement des pays non alignés et d'autres États, ont décidé de demander au Président de l'Assemblée générale de reprendre la dixième session extraordinaire d'urgence pour discuter de la situation à Gaza.

La situation actuelle dans la bande de Gaza est tragique à tous les niveaux. Des milliers de personnes ont été tuées par la poursuite des bombardements aveugles effectués à l'aide de diverses armes interdites au niveau international, dans le cadre d'une agression qui ne tient nullement compte du caractère sacré des hôpitaux, des mosquées, des églises et des écoles. Le personnel de l'UNRWA et les journalistes ne sont pas épargnés par les massacres. Les civils vivent des moments plus difficiles que jamais alors qu'ils sont déplacés de force, et 2 millions de personnes sont privées de tout moyen de subsistance de base, en violation du droit international et du droit international humanitaire.

La situation actuelle exige que nous conjuguions nos efforts pour parvenir à un cessez-le-feu immédiat, pour permettre l'acheminement sans condition de l'aide

humanitaire d'urgence et pour mettre un terme aux déplacements forcés de civils palestiniens. La situation actuelle est également l'aboutissement logique de plusieurs décennies d'indifférence à la nécessité d'une solution politique à la question de Palestine, fondée sur la création d'un État palestinien indépendant, avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU et à l'Initiative de paix arabe.

À cet égard, je voudrais citer le discours prononcé par le Président mauritanien samedi dernier, lors du sommet pour la paix qui s'est tenu au Caire, en République arabe d'Égypte :

« Le moment est venu pour nous tous de nous convaincre que personne dans cette région ne pourra jouir de la paix ou d'une sécurité durable tant que les autres n'en bénéficieront pas également. La paix et la sécurité ne peuvent être obtenues en gagnant une bataille ou une guerre. Elles ne peuvent être obtenues que si elles s'appliquent à tout le monde. »

C'est pourquoi la communauté internationale doit faire front commun pour exiger une voie politique négociée où deux États, l'un palestinien et l'autre israélien, vivront côte à côte, dans la paix et la sécurité.

Pour terminer, les atrocités auxquelles nous assistons sont une source de honte en raison du manque de respect des principes fondamentaux du droit international humanitaire. C'est pourquoi nous avons proposé un projet de résolution humanitaire (A/ES-10/L.25) qui vise à instaurer un cessez-le-feu, à mettre un terme à l'effusion de sang palestinien et à fournir une aide humanitaire d'urgence. Nous appelons tous les États Membres à se joindre à nous en se portant coauteurs du projet de résolution et à voter pour.

**Le Président** *(parle en anglais)* : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question pour ce matin. Nous entendrons les orateurs et oratrices restants demain à 10 heures, dans cette salle.

*La séance est levée à 13 heures.*